



La politique américaine en Géorgie

Commandant Jean-Marc Lavallée

Mémoire présenté dans le cadre du séminaire de géopolitique
« Validité des théories du XIX^{ème} siècle » .

Directeur de séminaire : Monsieur Philippe Conrad

avril 2004

Sommaire

I. Les objectifs de la politique américaine en Géorgie

1.1 Le pétrole : véritable enjeu stratégique ou enjeu issu de l'analyse stratégique ?

111. Un engagement américain forcené pour le contrôle de la production et de l'évacuation des hydrocarbures azerbaïdjanais de la mer Caspienne

112. Mais la viabilité économique du projet soutenu par les Etats-Unis est loin d'être assurée.

1.2 L'opposition à l'influence russe : peut-on parler de politique de « roll back » ?

121. En Géorgie, les Etats-Unis se heurtent de plein fouet à l'influence russe

122. Pour autant, ce n'est pas en soi l'influence russe que les Etats-Unis cherchent à repousser mais l'instabilité que la présence russe ne permet pas d'endiguer.

1.3 La lutte contre le terrorisme et ses causes dans une zone clef.

131. La Géorgie, lieu d'application de la « doctrine Bush » : lutte contre les réseaux terroristes et exportation de la démocratie

132. La Géorgie à la jointure entre monde stable et monde instable : la théorie de T. Barnett

II. Les outils de la politique américaine en Géorgie

2.1 l'outil diplomatique

211. L'utilisation, par les Etats-Unis, des différentes structures multilatérales de coopération.

212 Le dialogue avec la Russie : concessions et exploitation des exigences russes

2.2 l'outil militaire

221. La genèse et la mise en œuvre du programme GTEP

222. Quel avenir pour le programme d'aide des Etats-Unis à l'armée géorgienne ?

2.3 l'outil politique

231. Le rôle des « acteurs périphériques » américains dans le soutien à la transition politique

232. les formes officielles de soutien à la transition démocratique

Introduction.

Rarement un pays aura autant attiré la convoitise des deux anciens rivaux de la Guerre froide que la Géorgie. Le fait que les ministres des affaires étrangères des deux pays aient fait le déplacement de Tbilissi pour assister à la cérémonie d'entrée en fonction du nouveau président Saakhashvili, en janvier 2004 en est un bon exemple. C'est que la Géorgie représente de multiples enjeux.

Un enjeu stratégique en premier lieu, dans la mesure où le pays est à la « jonction » entre les deux anciens blocs : l'Alliance atlantique au sud, représentée par son membre le plus oriental, la Turquie ; et la Russie au nord. Cet enjeu stratégique est encore plus marqué si l'on considère que la Géorgie est aussi au croisement de deux axes eux même traditionnellement rivaux. L'axe nord-sud Moscou – Erevan - Téhéran, d'une part ; et l'axe est-ouest Washington – Ankara – Bakou, d'autre part. La Géorgie représente aussi un enjeu économique. Ce pays est un des points de sortie vers la mer Noire et vers la Méditerranée du pétrole de mer Caspienne. A ce titre il représente une alternative aux voies russes et iraniennes d'évacuation. La Géorgie est encore un enjeu politique dans la mesure où cet Etat est en réalité un agrégat de plusieurs entités ethniques dont plusieurs ont déjà manifesté et manifestent encore des velléités d'autonomie¹. En outre au sein de la majorité géorgienne des groupes luttent entre eux pour le contrôle du pouvoir. Ce pays est enfin un enjeu militaire puisque le Caucase Sud est secoué depuis la fin de l'effondrement de l'URSS par de violents conflits qui ont opposé Arméniens et Azéris sur la question du Haut Karabakh, Tchétchènes et Russes au sujet de l'indépendance de cette dernière province, le tout sur fond de montée du radicalisme musulman et de développement de la menace terroriste internationale. Tous ces enjeux expliquent que la Géorgie, petit pays de 4,5 millions d'habitants, sans véritable richesse naturelle autre que ses paysages, sa côte et sa position géographique, soit au cœur des préoccupations internationales et, dans une très large mesure, au cœur des préoccupations américaines.

Dans un contexte international profondément marqué par la crise irakienne et l'intervention des Etats-Unis dans ce pays, il n'est en effet pas inintéressant d'analyser l'action américaine dans un autre pays et dans une autre région, et, même si la démarche de cette étude ne se veut en aucune façon comparative, de voir quels sont, dans ce cas, les objectifs poursuivis par les dirigeants américains et les moyens mis en oeuvre pour atteindre ces objectifs.

¹ Les minorités arménienne, russe et azérie représentent respectivement 8,1%, 6,3% et 5,7% de la population totale. Mais la volonté d'irrégentisme ou de séparatisme est surtout le fait des minorités Abkhaze et Ossète (respectivement 2,2% et 3,3% de la population). Au sein de la population géorgienne il existe une fracture ancienne et toujours vivace entre les Géorgiens orientaux (Kartliens et Kakhétiens) et les occidentaux (Mingréliens et Adjars, ces derniers étant des Géorgiens islamisés). Cf. Arnaud de la Grange, Mondes rebelles, ed. Michallon, Paris, 1999.

I. Les objectifs de la politique américaine en Géorgie

Les nombreuses analyses publiées sur les objectifs américains en Géorgie font le plus souvent ressortir la question des hydrocarbures de la mer Caspienne et la rivalité stratégique avec la Russie comme moteurs essentiels de cette politique. L'analyse de ces deux objectifs apparaît donc indispensable afin d'en déterminer la portée mais aussi les limites. Mais la nouvelle stratégie américaine de sécurité, qui fait une large place à la lutte contre le terrorisme et ses causes, amène également à analyser la politique américaine en Géorgie au travers de ce prisme.

1.1 Le pétrole : véritable enjeu stratégique ou enjeu issu de l'analyse stratégique ?

L'enjeu pétrolier que représenterait la Géorgie est directement lié à la volonté américaine de jouer un rôle déterminant dans l'exploitation d'une partie des réserves d'hydrocarbures de la mer Caspienne et surtout d'influencer le parcours de leur évacuation vers l'Occident. En effet, la Géorgie (pays lui-même dépourvu d'hydrocarbures) se trouve sur la voie privilégiée par les Etats-Unis pour cette évacuation. Mais s'il est exact que c'est bien l'argument énergétique qui est mis en avant par les Etats-Unis dans leur politique, la rationalité économique de leur démarche, au moins pour la question de l'évacuation du pétrole, n'est pas totalement établie.

111. Un engagement américain forcené pour le contrôle de la production et de l'évacuation des hydrocarbures azerbaïdjanais de la mer Caspienne

L'exploitation

Dès la fin du régime soviétique les pays bordant la mer Caspienne ont entrepris, pour financer leur démarrage économique, de développer l'exploitation des hydrocarbures de cette région. Les travaux d'évaluation des réserves sont allés bon train et ont révélé un potentiel important de gisement de pétrole (notamment pour le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan), mais aussi de gaz en particulier pour le Kazakhstan et le Turkménistan². C'est alors que les sociétés américaines se sont intéressées à ces gisements, soutenues en cela par le gouvernement des Etats-Unis, qui cherchait à diversifier les sources d'approvisionnement américaines en hydrocarbures. En 1993 le président azerbaïdjanais, Aboufaz Eltchibey, concluait un accord préliminaire d'exploitation avec les compagnies américaines Amoco, Mac Dermott, Pennzoil, Unocal, ainsi qu'avec la compagnie britannique British petroleum (BP), la compagnie norvégienne Statoil et la Turkish Petroleum Corporation (TPAO). L'année suivante, était signé à Washington le « contrat du siècle » entre le nouveau président Azerbaïdjanais, Heidar Aliev, et un consortium de douze compagnies pétrolières, l'AIOC (Azerbaïdjan International Oil

² Voir annexe 1.

Company)³ pour l'exploitation des gisements de pétrole de la mer Caspienne. Selon cet accord, l'AIOC s'engageait à investir 7,4 milliards de dollars sur une durée de trente ans pour exploiter trois gisements offshore (Azeri, Chirag et Guneshli⁴), supposés contenir 4 milliards de barils de pétrole⁵.

Le pipe line Bakou-Soupsa

En même temps que l'exploitation, s'est posé le problème de l'évacuation du pétrole et du gaz du bassin de la Caspienne vers les pays occidentaux. Les autorités politiques Etats-Unis se sont là encore pleinement investies dans le « jeu diplomatique » pour influencer la construction de voies d'évacuation du pétrole qui soient conformes à leurs intérêts stratégiques, ce qui a placé la Géorgie au centre de leurs intérêts. Plusieurs voies étaient en effet possibles⁶. La Russie disposait déjà d'un oléoduc reliant Bakou au port de Novorossisk sur la mer Noire, mais cela revenait à faire dépendre l'évacuation du pétrole d'un rival géopolitique traditionnel. En outre le pipe-line en question traversait la zone particulièrement instable de la Tchétchénie. Une autre voie était possible par l'Iran en direction de l'océan Indien, mais le régime iranien est honni par Washington.

C'est pourquoi les Etats-Unis ont défendu très tôt un autre tracé allant de Bakou, en Azerbaïdjan au port turc de Ceyhan sur la côte méditerranéenne. Ce tracé était en outre conforme à la volonté turque de faire diminuer le trafic pétrolier transitant par le détroit du Bosphore pour limiter les risques environnementaux. Ainsi le 23 avril 1995, le président Clinton présentait l'oléoduc traversant le Caucase à destination de la Turquie comme un « élément clef de la prospérité dans la région »⁷. En même temps les Etats-Unis prenaient des mesures pour dissuader tout investissement en Iran⁸.

Mais ce projet étant trop ambitieux, le projet d'un oléoduc reliant Bakou à Soupsa a constitué une première étape qui présentait en outre l'avantage de concilier les intérêts russes, puisque la Géorgie, comme nous le verrons, est pour une large partie sous l'influence de ce pays. Bien

³ L'AIOC était initialement constitué de BP Amoco(US)(34,14%), Socar (10%), Unocal (US)(10%), LUKoil (10%), Statoil (8,56%), Exxon (US) (8%), TPAO (6,75%), Pennzoil (US) (4,82%), Itochu (3,92%), Ramco (2,08%) et Delta-Amerada Hess (1,68%) (source Géoéconomie, hiver 2003-2004). Aujourd'hui la composition du consortium est la suivante : SOCAR (10%), BP Amoco (34,1%), Inpex (10%), Statoil (8,6%), Exxonmobil (8%), TPAO (6,8%), Devon energy (5,6%), Itochu (3,9%), Amerada Hess (2,7%).

⁴ Voir annexe 2

⁵ Annie Jafalian, L'oléoduc Bakou-Ceyhan : paradoxes et cohérence de la stratégie américaine des pipelines, Politique étrangère 1/2004.

⁶ Voir annexe 3

⁷ Déclaration du président Clinton citée par Annie Jafalian, dans L'oléoduc Bakou-Ceyhan : paradoxes et cohérence de la stratégie américaine des pipelines, Politique étrangère, 1/2004.

⁸ Décret-loi du 15 mars 1995, interdisant à toute compagnie américaine d'investir dans l'exploitation des ressources pétrolières d'Iran, élargie le 6 mai à l'ensemble des importations et exportations américaines en provenance ou à destination de ce pays. Adoption le 5 août 1996 de l'Iran Libya Sanctions Act imposant des sanctions à toute compagnie investissant plus de 40 millions de dollars dans le développement des ressources pétrolières en Iran.

que ce projet soit plus coûteux que celui consistant simplement à moderniser l'oléoduc Bakou-Novorossisk⁹, les Etats-Unis, par le biais de l'intervention du National Security Council (NSC) auprès de BP et de l'AIOC, mais aussi par leur action diplomatique auprès du gouvernement Azerbaïdjanais, sont parvenus à faire adopter cette solution. L'accord sur l'oléoduc Bakou-Soupsa a été signé le 8 mars 1996 et l'oléoduc lui-même, a été inauguré le 17 avril 1999. Il dispose, comme l'oléoduc russe d'une capacité de 150 000 barils par jour.

Le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan

Bien que ces deux voies soient suffisantes pour l'évacuation de la production actuelle de l'Azerbaïdjan, l'administration américaine n'a pas renoncé à soutenir le projet de dérivation de cet oléoduc vers le port turc de Ceyhan en même temps qu'elle défend l'accroissement de la capacité de ce nouveau tracé qui serait portée à 1 million de barils par jour. L'argument avancé par les Etats-Unis est que cette capacité et cette dérivation seront nécessaires pour l'exportation des grandes quantités à venir du pétrole azerbaïdjanais. De façon tout à fait singulière on a assisté, dans ce cadre, à une sorte d'inversion des rôles entre administration américaine et entreprises puisque l'Etat est allé dans un premier temps très au delà de son rôle de « facilitateur ». Il ne s'est pas simplement efforcé de créer les conditions politiques de la réalisation du projet d'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC). Il l'a véritablement installé et il a ensuite demandé aux sociétés commerciales de rendre rentable ce projet. Ainsi l'administration américaine a créé, en juillet 1998, le poste de conseiller spécial du Président et du secrétaire d'Etat pour la diplomatie énergétique dans le bassin de la Caspienne. Ce conseiller s'est montré bien plus actif encore que l'avait été le NSC dans le cadre de la construction de l'oléoduc Bakou-Soupsa. Il a organisé de nombreuses rencontres avec les dirigeants politiques locaux et les industriels. Il a financé de nombreuses études de faisabilité des projets en cours et il a obtenu en 1999 l'engagement de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de la Turquie de faciliter la réalisation du BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan), ce que le secrétaire d'Etat à l'Energie, Bill Richardson a salué alors comme « une victoire majeure de politique étrangère pour le président Clinton », démontrant ainsi que la dimension politique de ce projet primait sur sa dimension économique. Ce n'est qu'après la signature, le 28 avril 2000, par les présidents des trois pays concernés, de l'accord créant un cadre juridique pour la construction de l'oléoduc, que Bill Clinton a encouragé les compagnies américaines, européennes et russes à transformer ce cadre juridique en réalité commerciale¹⁰. Et ce n'est qu'en 2002 que certaines compagnies créent la BTC Pipeline Company, dirigée par BP et chargée de construire et de faire fonctionner l'oléoduc. Le chantier a été inauguré en présence du secrétaire d'Etat américain à l'énergie, Spencer Abraham, le 18 septembre 2002 et il devrait être terminé en

⁹ 250 millions de dollars pour la voie géorgienne contre 55 millions de dollars pour la voie russe.

¹⁰ Clinton on Baku-Tbilisi-Ceyhan framework agreement, Maison Blanche, bureau du secrétaire à la presse, 28 avril 2000, cité par Anne Jafalian, Politique étrangère, 1/2004.

2005¹¹. Construit sur des bases purement politiques et stratégiques, c'est désormais aux compagnies privées qu'il appartient de rendre ce projet commercialement viable. Or cette viabilité est loin d'être assurée.

112. Mais la viabilité économique du projet soutenu par les Etats-Unis est loin d'être assurée.

Comme nous l'avons vu, la politique américaine en matière pétrolière dans le Caucase est une politique extrêmement volontariste qui pousse plus qu'elle n'appuie les choix stratégiques des entreprises. Dans un pays qui se présente souvent comme le champion du libéralisme économique, un tel acharnement à orienter le choix des entreprises vers un projet dont la rentabilité n'est pas préalablement assurée, ne laisse pas d'étonner. Or les choix de Washington sont régulièrement remis en cause par certaines compagnies et par certains experts américains.

En particulier, la viabilité économique du BTC n'est pas du tout assurée aujourd'hui. Ce projet est très coûteux. (entre 2,2 et 4,5 milliards de dollars selon les estimations). Pourtant les quantités et le rythme de la production pourraient ne pas nécessiter de tels investissements. Les réserves estimées de la Caspienne, mais surtout le rapport entre celles-ci et le total des réserves mondiales sont régulièrement revues dans un sens moins favorable. En effet, les réserves totales du bassin de la Caspienne, estimées entre 13 et 20 millions de barils, ne représentent que 4% des réserves mondiales, ce qui en fait un bassin d'approvisionnement d'appoint et pas du tout une alternative aux sources traditionnelles d'approvisionnement, particulièrement du Moyen Orient. D'ailleurs les Etats-Unis disposent déjà d'un approvisionnement diversifié puisqu'ils importent du Mexique, du Canada et du Vénézuéla (50% des importations), d'Arabie Saoudite (20%), d'Afrique (20%) et d'Europe. En outre, alors que pour être compétitif le BTC devrait acheminer 1 million de barils par jour, certains experts estiment que le pic de production en Azerbaïdjan n'atteindra que 750 000 barils par jour en 2010¹².

Un certain nombre de conditions sont donc posées à la rentabilité de ce projet. La première serait que le prix du pétrole se maintienne en permanence au dessus de 18 dollars le baril, ceci afin de compenser un coût d'exportation des bruts caspiens vers la Méditerranée entre 7 et 10 dollars par baril en moyenne¹³. Une autre condition serait qu'une partie du pétrole du Kazakhstan soit évacué vers Bakou car c'est là que se trouve la majeure partie (70%) des

¹¹ Un gazoduc partant de Bakou, passant par Tbilissi et suivant le parcours de cet oléoduc jusqu'à la ville turque d'Erzurum est également en projet. Il devrait transporter le gaz naturel provenant du gisement azerbaïdjanais de Shah Deniz et aura une capacité de 258 000 milliards de pieds cubiques (258 trillion cubic feet - tcf) par an. Il devrait entrer en service en 2006. cf. www.eia.doe.gov/emeu/cabs/caspian.html

¹² A. Rasizade, « The mythology of the munificent Caspian Bonanza and its concomitant pipeline geopolitics », Central Asia and the Caucasus, 2001, vol. 10, n° 4 ; cité par Politique étrangère 1/2004.

¹³ Géoeconomie, n°28, hiver 2003-2004, p99

réserves de la mer Caspienne¹⁴. Mais encore faudrait-il que ce transfert intervienne dès 2005, or certains experts considèrent que le pétrole kazakh ne sera disponible qu'en 2008¹⁵. En outre, sous la pression de la Russie, le Kazakhstan a renoncé à participer à la construction et à l'exploitation de l'oléoduc, ce qui augure mal de la volonté de ce pays de faire transiter son pétrole par le Caucase¹⁶.

A ces incertitudes économiques s'ajoutent des incertitudes géopolitiques. La région turque traversée par le futur oléoduc entre Tbilissi et Ceyhan n'est pas aussi stable que l'on voudrait bien le penser. C'est une région proche de la région de peuplement kurde régulièrement soumise à des agitations qui pourraient se multiplier à la faveur des transformations politiques à venir en Irak. En outre le refus des autorités turques d'autoriser le passage des troupes américaines sur leur sol pour ouvrir un second front au nord de l'Irak, lors de la seconde guerre du Golfe, relativise beaucoup la force du partenariat stratégique entre Américains et Turcs. A cela s'ajoute le fait que la Turquie n'exclut pas de lier son économie aux importations d'énergie russe puisqu'elle s'est engagée en 2001 à importer du gaz russe via le gazoduc sous-marin « Blue stream ».

L'association de toutes ces incertitudes fragilise considérablement la position américaine de soutien coûte que coûte (au sens propre de l'expression) au projet d'un oléoduc à grande capacité allant de Bakou à Ceyhan et par conséquent fait ressortir la faiblesse de l'argument pétrolier dans la justification de la politique américaine au Caucase, et en Géorgie tout particulièrement. En fait, cela démontre que ce n'est pas le pétrole en soi qui guide la politique américaine au Caucase sud, mais que c'est l'analyse stratégique que font les Américains de cette région qui fait du pétrole et de son évacuation un enjeu important. Cette situation est donc très proche, à bien des égards, de la situation irakienne¹⁷. Ce sont par conséquent d'autres facteurs, et particulièrement des facteurs géopolitiques et géostratégiques, qui guident la politique américaine en Géorgie et qu'il convient à présent d'étudier.

1.2 L'opposition à l'influence russe : peut-on parler de politique de « roll back » ?

L'autre grand facteur souvent présenté comme le moteur de la politique américaine en Géorgie serait la volonté des Etats-Unis de repousser les limites de la zone d'influence russe. Selon cette analyse, les Etats-Unis, après s'être contentés pendant toute la Guerre froide d'une simple politique de « containment » (endiguement) se livreraient désormais à une politique de « roll back » (refoulement) consistant chaque fois que cela est possible à prendre la place de la

¹⁴ Voir annexe 3

¹⁵ O. Alizira, « Reviewing Caspian Oil export Routes : Russia, Iran and Turkey », CSIS Event, 6 novembre 2001. Cité par Politique étrangère 1/2004.

¹⁶ David Darchiashvili, Les questions et les politiques de sécurité de la Géorgie, Cahiers de Chaillot n°65, décembre 2003.

¹⁷ Une étude réalisée par l'Ifri en 2004 sur le lien entre la politique énergétique des Etats-Unis et l'engagement de leurs forces armées parvient à une telle conclusion sur la question irakienne.

Russie¹⁸. La Géorgie offre en effet un terrain très favorable à cette analyse dans la mesure où, dans ce pays, l'on assiste bien à une lutte d'influence entre les deux rivaux géopolitiques. Mais s'il est certain que par leur action en Géorgie les Etats-Unis se heurtent de plein fouet à l'influence russe, il est beaucoup plus difficile de trouver dans le discours américain la formulation d'une politique exprimée sous forme de « roll back ». Plutôt qu'à la Russie elle-même, c'est à l'instabilité générée par la présence russe et par le lien entre la Russie et l'Iran que les Etats-Unis entendent s'attaquer.

121. En Géorgie, les Etats-Unis se heurtent de plein fouet à l'influence russe

La Russie est liée à la Géorgie par des liens à la fois affectifs, géopolitiques et économiques.

La Géorgie : la riviera russe

Pour les Russes la Géorgie ne représente pas seulement un enjeu géopolitique. Ils y sont attachés pour bien d'autres raisons plus pragmatiques¹⁹. Dans un pays au climat très rude elle est une sorte de Côte d'azur, de « pays de cocagne » favorisé par la nature et où les anciens membres de la nomenklatura avaient l'habitude de passer leurs vacances. D'ailleurs, durant la période soviétique, la république de Géorgie était une des plus prospères de l'empire. L'excellente réputation du vin géorgien en Russie contribue également à cette image. Il en résulte deux sentiments d'ailleurs assez contradictoires. D'une part, perdre l'accès à une telle région reviendrait à perdre une des plus belles régions de l'ancien empire, un joyau de la couronne. D'autre part les Russes ont une espèce de dédain teinté de jalousie à l'égard des Géorgiens eux-mêmes, qu'ils considèrent comme un peuple à la vie facile et langoureuse alors que la leur est dure et laisse peu de place aux plaisirs²⁰.

La Géorgie : l'étranger proche de la Russie

La Géorgie fait partie de l'empire russe depuis 1801. La Russie a vécu l'effondrement de l'URSS comme un traumatisme ; comme un signe de déchéance de son influence. A cela s'est ajouté le fait que trois anciennes républiques de l'URSS (pays baltes) et cinq anciens pays satellites (Pologne, République Tchèque, Hongrie, Slovaquie, Slovénie) font désormais partie de l'OTAN et de l'Union européenne (UE). La Roumanie et la Bulgarie font en outre déjà partie de l'OTAN et devraient rejoindre l'UE en 2007. Pour la Russie cette évolution est perçue à la fois comme un encerclement stratégique mais aussi comme une menace²¹ économique car les pays qui rejoindront l'UE bénéficieront d'incitation à orienter leur

¹⁸ Le Monde Diplomatique, octobre 2000

¹⁹ Entretien personnel avec Pierre Razoux, historien, spécialiste des questions stratégiques.

²⁰ Voir en annexe 4, à titre anecdotique, un extrait du livre Rue du prolétaire rouge, de Nina et Jean Kéhayan, qui donne une bonne idée de la perception Russe de la Géorgie au temps de la Guerre froide.

²¹ Concept de sécurité nationale de la Russie, 2000.

commerce vers cet ensemble au détriment de la Russie. Cette dernière évalue par exemple les pertes commerciales liées à l'élargissement à 300 millions d'euros par an.

Dans ce contexte, les dirigeants politiques russes jouent une grande partie de leur crédibilité dans leur capacité à maintenir entier le reste de l'empire. Le dossier de la Géorgie est souvent instrumentalisé. Dans les moments délicats, les dirigeants russes le sortent pour montrer que la Russie n'a pas perdu tout son poids dans le monde. Or au sein du Kremlin, le camp des personnes favorables à une politique impérialiste russe serait en train de se renforcer en raison notamment du départ à la fin novembre de Chef d'état-major présidentiel Alexandre Voloshin, qui était favorable à une politique de conciliation avec l'Ouest et avec la Géorgie. Or la vision impériale de la Russie tire sa vigueur du fait qu'elle rallie l'ensemble du spectre politique russe, depuis les socialistes du bloc de la Mère patrie dirigés par Dimitri Rogozin jusqu'aux libéraux d'Anatolii Chubais²². Ce dernier, qui dirige par ailleurs le monopole russe de l'électricité, dont la Géorgie est entièrement dépendante, développait même en 2002 la thèse d'un « empire libéral » dans lequel Moscou utiliserait ses capacités économiques pour exercer son influence dans l'ancienne sphère soviétique. De nombreux think-tanks russes comme l'institut de la Communauté des Etats indépendants (CEI) dirigé par Constantin Zatulin, soutiennent une politique russe sans concession dans le Caucase. L'arrivée récente au poste de premier ministre de la fédération de Russie de Mikhaïl Fradkov, pourtant ancien ambassadeur russe auprès de l'UE, s'inscrit dans cette démarche de radicalisation. Ce diplomate est en effet un « Siloviki », c'est à dire un de ces anciens membres du KGB qui autour de Vladimir Poutine donnent une tonalité nationaliste à la politique étrangère de la Russie²³.

La Géorgie fait donc partie de l'« étranger proche » de la Russie, c'est à dire de cette zone périphérique dans laquelle cette dernière estime avoir des intérêts à défendre et être fondée à intervenir. Deux choses matérialisent ces liens ténus. La première est que la Géorgie fait partie de la Communauté des Etats Indépendants (CEI), structure destinée à maintenir les liens qui existaient entre la Russie et les autres républiques de l'Union soviétique. La seconde est la présence de trois bases militaires russes sur le territoire de ce pays. Une base est située à Batoumi, en Adjarie. L'autre est implantée à Alkhalkalaki²⁴ dans le sud. La troisième, enfin, est située en Abkhazie, à Gudauta, mais devrait être évacuée très prochainement²⁵. L'effectif total russe est d'environ 8000 hommes. Sommée régulièrement par les autorités géorgiennes de retirer ces troupes, la Russie rechigne à le faire en excipant de difficultés économiques et logistiques pour déplacer et reloger un tel effectif. Selon elle, le temps nécessaire à ce retrait est d'une dizaine d'années environ, délai jugé par elle indispensable pour reloger ses soldats

²² Cette analyse est tirée d'un article de Sophie Lambroschini, Moscow wary over Georgia's new leader, Radio Free Europe, 7 janvier 2004.

²³ Le Monde économie, 16 mars 2004.

²⁴ Le Figaro, 14 janvier 2004

²⁵ Voir annexe 5

et leurs familles dans des conditions meilleures que l'avaient été celles des soldats russes retirés d'Allemagne au début des années 90. Mais le ridicule d'un tel argument montre bien que la Russie ne cache pas ses ambitions de rester aussi longtemps qu'elle le jugera nécessaire.

Une véritable dépendance économique de la Géorgie à l'égard de la Russie

La Russie est le principal partenaire économique de la Géorgie. Selon les statistiques officielles²⁶, 40% des importations proviennent de l'ancien Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM), 27,8% de l'Union européenne, et 19,5% d'Asie. En particulier la Géorgie est presque entièrement dépendante de la Russie pour ses approvisionnements en énergie ce dont cette dernière use régulièrement comme un moyen de pression en coupant les approvisionnements en électricité en plein hiver. De même, la plupart des produits de première nécessité qui sont vendus en Géorgie (souvent au marché noir) viennent de Russie. Il y a donc tout lieu de penser que le chiffre de 40% est sous estimé.

Le marché russe est aussi un débouché naturel pour les produits géorgiens. Selon les chiffres officiels, les exportations se feraient pour 25,5% vers l'ancien CAEM, 39,9% vers l'UE et pour 23,7% vers la Turquie. Mais là encore il y a tout lieu de penser qu'étant donné leur enjeu ces chiffres soient sous évalués pour ce qui concerne la part des exportations vers l'ancien CAEM.

Face aux difficultés quotidiennes en Géorgie, une grande partie de la population (20%, soit environ un million de Géorgiens) ont quitté le pays depuis dix ans. Parmi eux, plusieurs centaines de milliers travaillent en Russie ce qui représente une autre forme de dépendance économique vis à vis de la Russie par le biais des devises qui sont renvoyées par ces expatriés en Géorgie²⁷. La Russie l'a d'ailleurs bien compris en imposant un régime contraignant de visas aux ressortissants géorgiens peu de temps après la guerre de Tchétchénie. La présidente par intérim, Nino Bourdjanaze, demandait à la Russie quelques jours à peine après son entrée en fonction, un assouplissement de ces mesures.

122. Pour autant, ce n'est pas en soi l'influence russe que les Etats-Unis cherchent à repousser mais l'instabilité que la présence russe ne permet pas d'endiguer.

S'il est clair qu'il existe en Russie aujourd'hui un discours très offensif pour maintenir l'influence russe en Géorgie au nom de la défense des intérêts du pays (et en même temps un discours très critique à l'égard des visées américaines) il n'en va pas de même aux Etats-Unis. Il est difficile de trouver des discours appelant à la politique de « roll back » (refoulement) et formulant une telle doctrine aussi précisément que l'avait été en son temps celle du

²⁶ L'Etat du monde 2004, ed. La Découverte.

²⁷ Le Monde, 22 janvier 2004

« containment ». Au contraire, on assiste plutôt à un appel pressant à intégrer le plus possible la Russie à la communauté internationale qu'elle soit commerciale, politique ou sécuritaire afin de rompre un isolement qui pourrait être la cause de politiques belligères. Il y aurait une contradiction à vouloir en même temps repousser et intégrer la Russie. La Russie n'est pas un de ces « Etats voyous » qui constituent clairement les ennemis des Etats-Unis. En revanche, il est certain que les réflexions américaines reviennent régulièrement sur les dangers que font peser pour la sécurité régionale et internationale les liens ténus qui existent entre la Russie et l'Iran. En outre la présence russe contribue à entretenir en Géorgie une instabilité politique et économique qui est elle-même une source d'insécurité globale. C'est à destination de ces deux menaces que s'exerce la politique américaine en Géorgie.

Le contrôle de la Géorgie permet aux Etats-Unis d'affaiblir au plan géopolitique le lien entre la Russie et l'Iran

L'Iran figure parmi les pays honnis par les Etats-Unis, l'« axe du mal », l'un de ces « Etats voyous » contre lequel les Etats-Unis mènent une politique claire d'endiguement. Le régime iranien est considéré comme non démocratique et accusé par les Etats-Unis de soutenir le terrorisme international. Washington voit en outre en l'Iran un pays proliférant grâce, notamment, au soutien technologique apporté par la Russie²⁸. Ainsi le 1^{er} juin 2002, Richard Haas, directeur de l'état major de planification de la maison blanche déclarait : « Nous continuons d'être inquiets de la prolifération en matière d'armes et de technologie de missiles dont la Russie est la cause, quelle soit autorisée ou non par l'Etat, et en particulier à destination de l'Iran. Il est clair que dans ce domaine la Russie a encore beaucoup à faire »²⁹. Il existe en effet un axe Nord-sud d'alliance traditionnelle unissant la Russie, l'Arménie et l'Iran. La Géorgie constitue le lien de continuité entre ces trois pays. En tentant d'accroître leur influence en Géorgie et en renforçant leurs liens avec l'Azerbaïdjan, les Etats-Unis introduisent un coin dans cet axe et contribuent, au moins au plan géopolitique, à l'isolement de l'Iran.

La politique américaine vise aussi à réduire l'instabilité que la présence russe entretient

L'autre grief des Etats-Unis à l'égard de l'action russe en Géorgie est le fait qu'elle favorise l'instabilité locale et régionale qui est elle-même, selon leur analyse, une source d'instabilité globale. Cette instabilité provient notamment des liens étroits qu'elle entretient avec les trois républiques sécessionnistes.

²⁸ L'Iran a fait l'acquisition des missiles SCUD de technologie russe - et nord coréenne - ainsi que des armes chimiques et biologiques. La Russie construit actuellement 2 (peut être 3) centrale nucléaires en Iran et participe à la formation des scientifiques iraniens dans ce domaine, Strategic forum, n° 188, janvier 2002, <http://www.ndu.edu/inss/strforum/sf188.htm>.

²⁹ Richard Haas, « U.S. – Russian relations in the Post-Post-Cold war World », Remarks to RAND Business Leaders Forum, Tenth Plenary Meeting,, <http://www.state.gov/s/p/rem/10643.htm>

Dès l'effondrement du bloc soviétique la Géorgie a manifesté des velléités de sortie de la zone d'influence russe concrétisées par exemple par le refus d'adhérer à la Communauté des États Indépendants. Pour les raisons que nous avons décrites plus haut, la Russie ne pouvait accepter une telle évolution. Par son laisser-faire, et peut être aussi par son action, elle a contribué à l'efficacité des mouvements qui réclamaient le maintien de leurs liens avec la Russie ainsi que des mouvements autonomistes, qui en fragilisant le pouvoir, rendaient le rôle de la Russie indispensable.

La Russie n'est pas à l'origine des différents conflits internes qui ont mis le pays à mal. Le premier président géorgien après la dissolution du bloc soviétique, Zviad Gamsakhourdia, a mené une politique nationaliste agressive qui a largement contribué au déclenchement des conflits armés d'Ossétie (1990-1992) et d'Abkhazie (1992-1994)³⁰.

L'Ossétie du sud comme l'Abkhazie avaient, pendant la période soviétique, le statut de républiques autonomes. Les populations abkhazes et ossètes, bien que minoritaires, sont russophones et très proches culturellement de la Russie. En 1990, en réaction aux attaques menées par le régime de Tbilissi, l'Ossétie du sud s'est soulevée militairement et a réclamé son union avec l'Ossétie du Nord, elle-même faisant partie de la fédération de Russie. L'instabilité dans laquelle a été plongé le pays a conduit, en décembre 1991, au renversement de Zviad Gamsakhourdia avec le soutien de militaires et de matériels russes³¹, sans qu'il soit avéré que les ordres soient venus directement de Moscou³². Mais ce renversement a généré une véritable guerre civile dans le pays et une instabilité générale qui a fait le lit des trafics mafieux et des potentats locaux. L'accalmie apportée par l'arrivée au pouvoir de Chevardnadze n'a été que de courte durée puisqu'en juillet 1992 éclatait un nouveau conflit sécessionniste en Abkhazie. Dans cette république autonome, et bien qu'aux mains du groupe ethnique minoritaire³³, le pouvoir abkhaze a proclamé son indépendance en juillet 1992. Ceci a provoqué des affrontements violents qui ont duré jusqu'en septembre 1993. Ces affrontements ont causé la mort de 10 000 personnes et contraint 250 000 personnes, principalement d'origine géorgienne, à fuir cette région. De sorte qu'à la fin de 1993 le gouvernement géorgien avait perdu toute autorité sur les deux régions d'Ossétie et d'Abkhazie. Le fait que, dans ces deux cas, des populations minoritaires aient pu aussi rapidement obtenir la victoire sur les forces géorgiennes, renforce l'hypothèse du soutien militaire apporté par la Russie. Face à une telle situation, aggravée par la menace que faisait peser la rébellion de l'ancien président Gamsakhourdia, le président Chevardnadze, n'avait

³⁰ Voir annexe 5

³¹ Les milices irrégulières qui ont renversé le régime étaient armées et soutenues par des militaires russes. Trois officiers russes sont décédés lors de l'assaut contre le parlement le 25 décembre 1991. Cf. Jean-Marc Balencie et Arnaud de la Grange (dir.), Mondes rebelles ; guerres civiles et violences politiques, Paris, Editions Michalon, 1999, p. 1334.

³² Yann Breault, Pierre Jolicoeur, Jacques Lévesque, La Russie et son ex-empire, reconfiguration géopolitique de l'ancien empire soviétique, Presses de Sciences-Po, 2003, p181.

³³ Les Abkhazes ne formaient plus que 18% de la population, contre 46% de Géorgiens, 14,6% d'Arméniens et 14,2% de Russes, cf. La Russie et son ex-empire, Op. cit.

pour seule issue que de demander l'aide de la Russie. Celle-ci s'est empressée d'accepter en fournissant des forces de maintien de la paix et en jouant le rôle de médiateur. Mais en échange, elle obtenait la promesse du pouvoir géorgien de faire adhérer le pays à la CEI³⁴ et l'autorisation de maintenir des troupes dans le pays³⁵. Par ailleurs les accords de cessez le feu ne résolvent en rien la sécession des deux régions autonomes qui demeurent séparées de fait et sous la protection de la Russie puisque, dans les deux cas, c'est une force de maintien de la paix à laquelle participe largement la Russie, qui assure le contrôle du cessez le feu.

Aujourd'hui encore la position de la Russie dans ces deux zones est ambiguë. Même si elle ne possède plus que trois bases militaires, c'est elle qui assure la stabilité et la sécurité des deux zones indépendantistes. Mais en même temps elle n'aide en rien à résoudre ces deux différends et même attise à bien des égards les revendications des minorités locales. Ainsi a-t-elle accordé à tous les citoyens d'Abkhazie la double nationalité russe et géorgienne alors que dans le même temps elle mène une politique restrictive de visas à l'encontre des autres citoyens géorgiens³⁶, or ces derniers en ont un besoin presque vital pour pouvoir non seulement commercer avec la Russie mais encore pour s'y rendre travailler. La question du retour des réfugiés en Abkhazie n'est toujours pas résolue. Les officiers russes forment même les forces sécessionnistes abkhazes.

Même en Adjarie, où pourtant elle n'a pas de liens historiques avec la population locale, la Russie contribue à affaiblir l'influence du gouvernement géorgien. Ancienne province de l'Empire ottoman rattachée en 1878 à la Russie tsariste, puis à la Géorgie soviétique, la province sécessionniste d'Adjarie, qui compte 390 000 habitants, est dirigée depuis treize ans par Aslan Abachidze constamment réélu dans son fief avec 95% des suffrages³⁷. Il a transformé sa province en une sorte de baronnie indépendante du pouvoir central qui tire notamment ses revenus des transits douaniers, des activités portuaires de Batoumi et du trafic de drogue. Toutefois ces revenus profitent plus à Aslan Abachidze lui-même et à sa famille, voire à ses proches, qu'à la population. Il mène aussi une vive campagne de répression à l'encontre des opposants de plus en plus nombreux à son régime de fer. Bien que ne disposant pas de frontière commune avec la Russie et bien que sa population soit à 40% constituée de Géorgiens de souche, les liens de l'Adjarie avec Moscou sont pourtant importants. Aslan Abachidze est un proche de Iouri Loujkov, le maire de Moscou et les Russes possèdent encore une base militaire à Batoumi comptant 2000 hommes environ. La Russie a en outre proposé à l'Adjarie un régime simplifié de visa sans en avoir au préalable discuté avec le gouvernement géorgien.

³⁴ La Géorgie a adhéré à la CEI le 9 décembre 1993.

³⁵ En mars 1995 était finalisé l'accord selon lequel la Géorgie concédait à la Russie et pour 25 ans quatre bases militaires à Vaziani près de Tbilissi, à Goudaouta dans la république abkhaze ; à Batoumi dans la république autonome d'Adjarie, et à Akhalkalakie, dans la région du Javakhéti.

³⁶ Le Monde Diplomatique, 28 novembre 2003

³⁷ Le Figaro, 14 janvier 2004

De sorte que la présence de la Russie en Géorgie, si elle prévient tout retour à un affrontement armé de grande ampleur entre forces autonomistes et forces géorgiennes n'assure en rien la stabilité du pays. Elle rend de fait impossible l'exercice de l'autorité de l'Etat central géorgien sur la totalité de son territoire, ce qui est en soi une source d'insécurité que non seulement ne pallient pas les forces russes, mais qu'elles entretiennent. On est d'ailleurs confronté sur ce point à une sorte d'aporie car la Russie n'a pas intérêt, pour pérenniser sa présence, à obtenir une sécurisation complète de la situation. L'existence d'escarmouches régulières, de trafics et d'un certain climat d'insécurité sont la meilleure justification de sa présence. D'ailleurs, en octobre 2001 le conflit abkhaze a rebondi opposant les forces de Soukhoumi à des combattants géorgiens et tchéchènes.

Cette présence est d'ailleurs en soi une des causes de la faillite de l'Etat géorgien. On constate en effet le cercle vicieux suivant³⁸. Ne contrôlant pas, en raison du soutien dont elles bénéficient auprès de Moscou, les principales régions frontalières (avec la Russie au Nord, avec la Turquie au sud), l'Etat géorgien ne peut percevoir de droits de douane ni sur ses frontières, ni à la limite entre ces zones et son propre territoire (ce qui reviendrait de facto à reconnaître l'indépendance de ces régions). Il s'ensuit une perte considérable de revenus qui manquent eux-mêmes pour alimenter des services de l'Etat. Les salaires étant peu et mal payés, les agents de l'Etat deviennent sensibles à la corruption qui rend possibles tous les trafics. Les trafics alimentent le climat d'insécurité qui appelle, à son tour, le développement de milices privées qui prennent le pas sur les structures étatiques de police.

La Russie est en outre directement impliquée dans le trafic d'armes, puisque l'essentiel de ce dernier dans le sud Caucase provient de ses bases militaires en Géorgie et en Arménie³⁹. De nombreux rapports font en effet état d'armes russes venant de ces bases et vendues à l'Arménie, mais aussi au Moyen Orient et en Iran notamment. Plus grave, ce commerce touche aussi les composants d'Armes de destruction massive (ADM). Alors que les saisies de matériels militaires décroissent globalement dans le monde, elles ne cessent d'augmenter dans le Caucase sud. Or la Géorgie est particulièrement touchée par cette évolution. Ainsi en avril 2000, les autorités géorgiennes ont saisi 920 grammes de pastilles d'uranium hautement enrichi pour réacteur rapide, puis un petit échantillon de plutonium à l'aéroport de Tbilissi. En juillet 2001, le chef des services logistiques de l'Etat a été arrêté à Batoumi avec 1,8 kilos d'uranium-235. En décembre 2001, des batteries nucléaires faites de strontium 90 ont été retrouvées dans une forêt en Abkhazie. Elles provenaient sûrement d'un trafic avorté.

Par conséquent, on ne peut à proprement parler de politique de refoulement à l'égard de la Russie car ce pays n'est ni un Etat voyou ni un Etat ennemi des Etats-Unis. En revanche il est

³⁸ Achim Wennman, Risques économiques et instabilité politique au Caucase, *Géoéconomie*, n°28, Hiver 2003-2004

³⁹ Svante E. Cornell, La menace croissante de la criminalité transnationale, *Cahiers de Chaillot*, n°65, hiver 2003-2004

clair que la présence russe en Géorgie est directement ou indirectement la cause de la faillite de l'Etat géorgien et de l'insécurité générale qui règne dans ce pays, insécurité qui est elle-même la source de menaces telle que la prolifération. C'est contre cette instabilité que les Etats-Unis entendent agir car elle met en péril leur sécurité et constitue un terreau favorable aux sources et au développement du terrorisme.

1.3 La lutte contre le terrorisme et ses causes dans une zone clef.

Au delà des deux motifs présentés plus haut on ne peut s'empêcher, en effet, de penser que les visées américaines en Géorgie sont une mise en application des principes directeurs de la politique étrangère américaine telle qu'elle est exprimée dans la nouvelle stratégie de défense et dans un certain nombre de théories géopolitiques qui sous-tendent l'action extérieure des Etats-Unis.

131. La Géorgie, lieu d'application de la « doctrine Bush » : lutte contre les réseaux terroristes et exportation de la démocratie

La stratégie de défense des Etats-Unis telle qu'elle a été exprimée par le président Bush en 2002 s'articule autour d'un certain nombre d'axes qui incluent la lutte contre la prolifération, la lutte contre le terrorisme mais aussi les causes de ces maux et en particulier l'absence de démocratie. Or la politique américaine en Géorgie peut être analysée de façon très pertinente au travers de cette nouvelle stratégie car la Géorgie est aux yeux des Etats-Unis un foyer potentiel de soutien au terrorisme qui ne saurait être ignoré et qui doit être combattu tant par des moyens conventionnels que par la restauration de l'Etat démocratique.

La lutte contre le terrorisme et ses causes

Le 11 septembre a incontestablement marqué un tournant dans la politique étrangère américaine en plaçant la lutte contre le terrorisme et ses causes au cœur de cette politique⁴⁰. Dans son discours du 17 septembre 2002 sur la Stratégie de sécurité des Etats-Unis, George Bush déclarait : « La guerre contre les terroristes à travers le monde est une entreprise d'envergure dont il nous est impossible de déterminer la durée. L'Amérique offrira son soutien aux nations qui en ont besoin pour combattre la terreur. Et l'Amérique demandera des comptes aux nations qui sont compromises dans cette entreprise, y compris celles qui hébergent des terroristes – parce que les alliés du terrorisme sont les ennemis de la civilisation. Les Etats-Unis, et les pays qui coopèrent avec nous, doivent absolument tout faire pour que les terroristes ne puissent pas établir de nouvelles bases sur leur territoire. Ensemble,

⁴⁰ Le sud Caucase : un défi pour l'UE, Cahiers de Chaillot n°65, décembre 2003. En outre, pour Pierre Hassner « Ce fut le 11 septembre qui donna à George W. Bush une politique extérieure qui se résume en trois mots : guerre au terrorisme ». Cf. Pierre Hassner, Etats-Unis : l'empire de la force ou la force de l'empire ?, Cahiers de Chaillot n°54, septembre 2002.

nous ferons en sorte, en toute occasion, de leur refuser le droit d'asile ». ⁴¹ Notons au passage que l'enjeu pétrolier du Caucase s'en est d'ailleurs lui-même trouvé accru dans la mesure où l'intérêt des Etats-Unis pour cette zone délivrait un message fort à l'Arabie saoudite accusée de soutenir financièrement les réseaux terroristes.

Or pour les Etats-Unis, la Géorgie constitue un foyer propice au terrorisme. L'ensemble des ingrédients qui y concourent sont présents : zones de non-droit, trafics, réseaux mafieux, pauvreté de la population, corruption. En outre la Géorgie possède 80 kilomètres de frontière commune avec la Tchétchénie et les services de renseignements russes comme américains ont acquis la conviction que les combattants tchéchènes, non seulement disposaient de bases d'entraînement en Géorgie dans la vallée de Pankisi, mais qu'en plus ils y bénéficiaient du soutien de membres de certains réseaux terroristes, dont peut être Al-Qaida lui-même. C'est là en particulier qu'a séjourné Abou Ayat finalement arrêté à Bakou en septembre 2003. Ce dernier est considéré comme un des chefs d'Al-Qaida ⁴² et un de ses spécialistes pour la préparation des attentats suicides. Les autorités géorgiennes ont déclaré qu'il était en Géorgie le responsable d'un centre d'entraînement et de communication d'Al-Qaida dans lequel se trouvaient une centaine d'extrémistes arabes.

L'exportation de la démocratie

Le thème de l'exportation de la démocratie et de l'effet « domino à l'envers » est un élément essentiel de la vision néo-conservatrice de la politique étrangère des Etats-Unis. Dans cette vision très wilsonienne, les Etats-Unis doivent mettre leur influence et leur force au service de l'instauration de régimes démocratiques partout où ils le peuvent afin que ces régimes à leur tour aient une incidence positive sur les Etats qui les avoisinent. C'est dans une large mesure cette vision qui est à l'origine de l'intervention américaine en Irak. Or cette idée n'est pas absente de la démarche des Etats-Unis vis à vis de la Géorgie. Ainsi, Colin Powell lui-même, déclarait lors de l'investiture du nouveau président à Tbilissi le 25 janvier 2004 : « J'espère que la Géorgie servira d'exemple pour le reste de la région et le reste du monde de ce qui peut être accompli par une forme démocratique de gouvernement ».

La politique américaine en Géorgie de lutte contre le terrorisme et ses causes se trouve en outre assez bien résumée par des théories géopolitiques américaines récentes comme celle de Thomas Barnett.

1.3.2 La Géorgie à la jointure entre monde stable et monde instable : la théorie de T. Barnett

Tom Barnett, professeur au Naval War College et conseiller du Secrétaire américain à la défense, a théorisé et exprimé une vision globale de la politique étrangère des Etats-Unis dans

⁴¹ <http://www.lemonde.fr>

⁴² Washington post, Old enemies enlist in U.S. terror war, Peter Baker, 1^{er} janvier 2004.

un article paru en mars 2003 dans la revue Esquire⁴³. Selon cette vision, le monde peut être divisé en deux grands ensembles : le noyau opérant⁴⁴ (the « functioning core ») et le vide non-intégré (the « non-integrating gap »)⁴⁵. Le premier, englobant les deux tiers de l'humanité, est constitué par l'ensemble des pays politiquement stables, connectés à la mondialisation et contribuant à la stabilité mondiale. Il s'agit des Etats-Unis, du Japon, de la majeure partie de l'Europe (à l'exception des Balkans), de la Russie ainsi que de quelques nations disséminées telles que l'Inde, l'Argentine, le Brésil, le Chili, l'Australie, la Nouvelle Zélande, la Chine, et les « tigres » d'Asie. Le « vide non-intégré » est, quant à lui, une immense zone d'instabilité et de pauvreté qui n'a pas réussi son intégration dans la communauté globale. Il regroupe des parts importantes de l'Amérique, les Balkans, l'Afrique (à l'exception de l'Afrique du sud), le Moyen Orient, l'Asie centrale et l'Asie du sud-est, et le Caucase. Cette zone connaît de nombreux conflits militaires, des révoltes populaires, la corruption, la pauvreté, l'oppression et représente le foyer du terrorisme qu'elle exporte dans le reste du monde. Pour Barnett, le danger pour le noyau opérant provient de la déconnexion de ces pays du phénomène de globalisation, ce qu'il résume par la formule : « disconnectedness defines danger ». Moins un pays est intégré à la globalisation plus il est probable qu'il sera cause de conflits ou de troubles. Selon lui cela explique qu'Al-Qaida ait été basé au Soudan, et en Afghanistan, deux pays en dehors du système mondial globalisé. Or « Ben Laden et Al-Qaida sont le pur produit du vide non intégré ».

Barnett déduit de ce constat que la stratégie américaine de sécurité doit viser trois objectifs :

1. Accroître les capacités de résistance du noyau opérant aux perturbations venant du vide non intégré telles que les attaques du 11 septembre
2. Agir sur les Etats de la périphérie (seam states – états jointure) du vide non intégré afin d'en faire des pare feu (fire wall) protégeant le noyau opérant contre ses pires exportations telles que la terreur, la drogue, les pandémies
3. Chercher à réduire le vide non intégré.

Or le Caucase correspond tout à fait, avec le Mexique, le Brésil, l'Afrique du sud, le Maroc et d'autres, à la définition de ces zones « jointure » sur laquelle il faut agir pour éviter que le terrorisme, les trafics, l'instabilité ne s'étendent vers la Russie et l'Europe⁴⁶. Il fournit donc une justification géopolitique de poids pour l'action américaine en Géorgie.

⁴³ Thomas Barnett, The Pentagon's New Map, Esquire, 1^{er} mars 2003. Un livre portant le même titre et dans lequel l'auteur développe sa théorie, est paru sous le même titre aux Etats-Unis en avril 2004, aux éditions Putnam's.

⁴⁴ Les traductions des concepts sont propres à ce mémoire.

⁴⁵ Voir Annexe 6

⁴⁶ Voir annexe 6.

Cette courte analyse des visées qui sous-tendent la politique américaine en Géorgie montre que de tous ces motifs, qui bien sûr se nourrissent les uns les autres, c'est sans doute le motif pétrolier qui est le moins cohérent, surtout si l'on se livre à une analyse coût-efficacité. En revanche, on constate aussi que c'est l'analyse géopolitique qui reste la plus pertinente pour rendre compte de la logique de l'investissement américain dans la zone. La Géorgie constitue pour les Etats-Unis une sorte de double « Rimland » face, à la fois, aux conséquences de la présence russe au nord et à la menace mafieuse et terroriste au sud. En même temps cette zone tampon constitue une sorte de couloir de stabilité permettant de relier l'Europe occidentale à l'Asie centrale et à ses richesses, tout en limitant la continuité entre deux rivaux classiques des Etats-Unis que sont la Russie et l'Iran.

Maintenant établis les buts des Etats-Unis en Géorgie, il s'agit d'analyser les outils qu'ils mettent en œuvre pour les atteindre.

II. Les outils de la politique étrangère américaine en Géorgie

Pour atteindre leurs objectifs en Géorgie, les Etats-Unis mettent en œuvre et combinent une grande diversité d'outils que l'on peut schématiquement regrouper autour de l'outil diplomatique, l'outil politique et l'outil militaire.

2.1 l'outil diplomatique

En matière diplomatique, les Etats-Unis exploitent une série d'organisations régionales qui constituent à leurs yeux autant de lieux d'intégration et de pourvoyeurs de stabilité (UE, Organisation du Traité de l'Atlantique Nord - OTAN) ainsi que des forums où ils sont en mesure de faire pression sur la Russie (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe - OSCE, Union de la Géorgie, Ukraine, Ouzbékistan, Azerbaïdjan, Moldavie - GUUAM). A cette action, les Américains ajoutent un dialogue bilatéral avec la Russie qui se montre en revanche très nuancé, fait de concessions et d'exploitation judicieuse des exigences russes.

211. L'utilisation, par les Etats-Unis, des différentes structures multilatérales de coopération.

- L'OSCE

L'OSCE est particulièrement utilisée par les Etats-Unis pour obtenir le retrait des troupes russes déployées en Géorgie. En effet, lors du sommet de l'OSCE qui s'est tenu à Istanbul en 1999, le traité sur les Forces conventionnelles en Europe a été modifié et modernisé afin de tenir compte du changement géopolitique intervenu en Europe⁴⁷. Les Etats-Unis et les Etats occidentaux en général, ont soumis la ratification de ce traité à l'évacuation par les Russes des troupes déployées en Transnistrie et d'une partie des troupes déployées en Géorgie. Dans cet accord les autorités russes s'engageaient à avoir évacué pour le 1^{er} juillet 2003 les bases de Viziani et de Goudaouta. A ce jour, seule la première de ces deux bases a, en effet, été évacuée. C'est pourquoi les Etats-Unis rappellent régulièrement cet accord à leurs homologues russes.

- L'UE

Les Etats-Unis voient d'un très bon œil l'engagement de l'UE dans la région du Caucase qu'ils considèrent comme un élément de la stabilité économique et politique qu'ils recherchent. L'UE est particulièrement engagée dans cette région par le biais du programme TACIS⁴⁸. Ce programme, lancé au début des années 1990, vise à favoriser la transition des anciens pays de l'URSS vers l'économie de marché et la démocratie, et à permettre leur intégration dans l'économie mondiale. Outre des subventions et des transferts d'expertise,

⁴⁷ En effet une répartition des armements conventionnels entre blocs ne se justifiait plus. Une nouvelle répartition par pays a été décidée dans le cadre de ce traité.

⁴⁸ Technical assistance to the Commonwealth of Independent States, créée en 1992.

l'UE aide les pays du Caucase en soutenant deux projets. Le projet TRACECA (Transport Corridor Europe-Caucasus-Asia) a été établi en 1993. Dans ce cadre les pays de l'UE fournissent une assistance technique afin de développer le couloir de transport qui va de l'Europe à l'Asie centrale via la mer Noire, le Caucase et la mer Caspienne. Ce projet va incontestablement dans le sens des intérêts américains dans la mesure où il renforce l'axe traditionnel d'influence américain qui va de l'Europe à l'Asie centrale en passant par la Turquie. Il permettrait notamment de développer la part du commerce de la Géorgie avec les pays de cet axe et par voie de conséquence à diminuer la part du commerce avec la Russie. L'UE a également développé le projet INOGATE (Interstate Oil and Gas transport to Europe), lancé en 1997. Le but de ce programme, qui est lui aussi très favorable aux intérêts américains, est d'aider à la modernisation des infrastructures de transport de gaz et de pétrole, et de permettre la création de nouvelles voies d'évacuation vers l'Europe et les marchés occidentaux. Par le biais du projet INOGATE, les pays de l'UE ont soutenu le projet d'oléoduc Bakou-Soupsa et soutiennent celui de Bakou à Ceyhan⁴⁹. Enfin, l'Union européenne devrait très prochainement, dans le cadre de la PESD et sous la houlette du Comité chargé des aspects civils de la gestion des crises (CIVCOM), développer un important programme d'aide à la réforme de l'administration pénitentiaire géorgienne, et contribuer ainsi à la restauration de l'état de droit et à la sauvegarde des droits de l'homme⁵⁰.

- Le GUUAM.

Washington a soutenu la création du GUUAM en 1997, dont l'Azerbaïdjan et la Géorgie sont les principaux membres. Officiellement, cette organisation régionale a pour but d'harmoniser l'approche des problèmes politiques, économiques, humanitaires et écologiques des pays bordant la mer Noire. Dans les faits c'est une structure qui vise à fédérer des pays qui entendent défendre leurs intérêts contre ceux de la Russie. Après les attentats du 11 septembre, les Etats-Unis se sont à nouveau intéressés au développement de cette structure qui contribue, selon eux, à la pression exercée sur le pourtour de la Russie. Lors de sa réunion de mai 2000⁵¹ qui s'est tenue de façon très significative à Washington, ce sont essentiellement les questions militaires et de sécurité qui ont été abordées par les membres du GUUAM.

- L'OTAN

La Géorgie s'est vu offrir comme l'ensemble des anciens pays du pacte de Varsovie et de l'URSS d'adhérer au partenariat pour la paix (PPP) au début des années 1990. Après avoir rejoint plutôt tardivement le programme en 1995, elle est bientôt devenue l'une des républiques qui a montré le plus d'enthousiasme à l'égard de cette coopération militaire. Plusieurs exercices de l'OTAN se sont déroulés en Géorgie, notamment l'exercice de grande envergure « Coopérative Partner » à l'été 2001. Le président Chevardnadze a fréquemment

⁴⁹ Fuad Huseynov, Relations of European Union – Turk republics and Turkey, Eurasian studies, hiver 2002, p61.

⁵⁰ Conférence prononcée par Hélène Legall, membre de la représentation française auprès du Comité chargé des aspects civils de la gestion des crises, à Bruxelles, devant le Collège interarmées de défense, le 22 avril 2004.

⁵¹ Le Monde Diplomatique, octobre 2000

affirmé son intention de poser officiellement la candidature de la Géorgie pour adhérer à l'Alliance en 2005. Il l'a même invité, en vain jusqu'à maintenant, à ouvrir une base militaire sur son territoire. Le sommet de Prague de 2002 a permis l'établissement de nouveaux cadres de relations entre chacun des pays candidats à l'entrée dans l'OTAN et l'organisation militaire. Il s'agit du Plan d'action individuel pour le partenariat (IPAP) et du plan d'action du partenariat contre le terrorisme, auxquels la Géorgie, comme l'Azerbaïdjan sont candidats.

212. Le dialogue avec la Russie : concessions et exploitation des exigences russes

Comme nous l'avons vu plus haut, les Etats-Unis n'ignorent pas qu'ils doivent aussi composer avec la Russie en Géorgie. Elle est en effet un acteur indispensable de la résolution des crises de ce pays⁵². Dès le lendemain du renversement de Chevardnadze en novembre 2003, Moscou a d'ailleurs accueilli à grands renforts de publicité au Kremlin les trois présidents des républiques sécessionnistes pour de longs entretiens tenus secrets⁵³. Ces trois présidents ont tenu à faire savoir qu'en cas de nécessité ils n'hésiteraient pas à demander leur rattachement à la Russie. En témoigne aussi le rôle de médiateur joué par le ministre russe des affaires étrangères Igor Ivanov entre Edouard Chevardnadze, alors contesté, et le leader du mouvement d'opposition Mikhaïl Saakachvili. La Russie a d'ailleurs saisi là un excellent moyen de se rendre indispensable et de démontrer qu'elle était, elle aussi, un acteur de la transition démocratique avec lequel il fallait compter. Dans un tel contexte le jeu diplomatique des Etats-Unis est très complexe. Il est fait d'une combinaison subtile de concessions indispensables et d'exploitation opportune des exigences russes.

Les concessions américaines

C'est parce qu'ils ont conscience que rien ne peut être réglé en Géorgie sans l'association des Russes que les Etats-Unis ont consenti de nombreuses concessions à ces derniers.

En matière énergétique, par exemple, les Etats-Unis ont accepté de céder à la Russie l'entreprise chargée de la distribution de l'électricité dans l'est de la Géorgie, et ceci alors même que la Russie est déjà en position dominante dans le secteur de l'énergie dans ce pays⁵⁴. Et à un journaliste qui demandait au président Saakhashvili récemment élu s'il avait l'intention d'expulser de Géorgie la société nationale russe d'électricité, celui-ci répondait : « Pas du tout . Je dirais même que nous avons besoin d'encore plus d'investissements russes. Si cet hiver, la société d'électricité russe parvient à fournir du courant aux habitants de Tbilissi, ce dont se sont montrés incapables les Américains, qui possédaient jusqu'alors le réseau électrique, ce sera le signe de la supériorité du capital russe ».

⁵² Libération, 6 janvier 2004

⁵³ Le Figaro, 14 janvier 2004

⁵⁴ Entretien avec Pierre Razoux

Autre signes de cette prise de conscience, le fait que le nouveau président n'aie cessé de réaffirmer lors de chacune de ses interventions publiques qu'il entendait maintenir de bonnes relations avec la Russie. D'ailleurs son premier voyage à l'étranger a eu lieu en Russie. Mais à côté de ces concessions les Etats-Unis ont su exploiter habilement les exigences les plus radicales de la Russie.

La Russie prise à son propre piège

- La volonté russe de se débarrasser de Chevardnadze

Monsieur Chevardnadze est considéré en Russie comme le liquidateur de l'URSS puisqu'il a été le ministre des affaires étrangères de Gorbatchev au moment de l'éclatement du bloc soviétique, qualifié, selon M. Saakachvili par Vladimir Poutine de « plus grande tragédie du XX^e siècle »⁵⁵. En outre l'ancien président géorgien a souvent été accusé par Moscou de soutenir les rebelles tchéchènes. Il en est résulté une véritable animosité à son égard, Moscou étant même régulièrement accusé d'avoir commandité les tentatives d'attentat contre l'ancien président géorgien en 1996 et en 1998. Or les Etats-Unis ont habilement exploité ce ressentiment russe à l'égard de M. Chevardnadze pour obtenir le soutien russe à la transition démocratique alors même que cette transition se faisait dans un sens favorable aux intérêts américains. La tentative de soutien très tardif de la Russie au candidat Chevardnadze, qualifié au dernier moment de « plus grand réformateur » et « plus grand démocrate de la région » est d'ailleurs illustrative de cette prise de conscience. Mais la Russie n'a pas eu d'autre solution une fois le processus d'élimination par la rue de son candidat enclenché, de soutenir le processus démocratique.

- La lutte contre les terroristes

L'opinion publique russe a été durement éprouvée sur son territoire par les actions terroristes tchéchènes. L'attaque du théâtre de Moscou, en octobre 2002, où des rebelles tchéchènes avaient pris en otage plus de 900 personnes et menacé de faire exploser le bâtiment, s'était soldé par 170 victimes dont la plupart étaient des spectateurs tués lors de la tentative de libération par les forces russes. Depuis lors, 300 autres personnes ont trouvé la mort dans divers attentats contre des bâtiments officiels, un hôpital, des salles de concerts, des trains et des hôtels. Ceci explique que le gouvernement russe ait été contraint d'agir contre ce qu'il estimait être les bases arrières des réseaux terroristes tchéchènes.

Comme nous l'avons décrit plus haut, très longtemps la Russie a accusé la Géorgie de soutenir les combattants tchéchènes et a justifié de cette façon non seulement la présence de ses bases militaires mais encore ses incursions en territoire géorgien et les bombardements qu'elle a menés sur ce territoire contre les bases arrières tchéchènes. Tout récemment, en décembre 2003, un porte-parole du Kremlin, Sergueï Tjemski, présentait à la presse les

⁵⁵ Entretien de M. Saakachvili avec le Figaro, le 11 mars 2004.

passesports de « trois Turcs, un Allemand, et un Algérien », tués, selon lui, lors des combats de Chali, en Tchétchénie, et portant tous un visa géorgien. L'habileté des Etats-Unis a consisté à exploiter l'argument russe de la présence de terroristes en Tchétchénie pour faire cause commune avec la Russie et intervenir elle aussi contre les bases terroristes et du même coup prendre pied militairement en Géorgie. Désireuse de voir justifier sa guerre contre les rebelles tchéchènes au nom de la lutte contre le terrorisme la Russie n'a pas pu s'opposer à un tel déploiement. Cette coopération russo-américaine est allée très loin puisqu'elle a conduit à des échanges de renseignements entre le Federal Bureau of Investigation (FBI) américain et le successeur du KGB russe (le FSB)⁵⁶ dans le cadre d'un partenariat très élaboré permettant aux enquêteurs des deux pays d'assister aux interrogatoires effectués chez leur partenaire. Les Etats-Unis ont également participé aux côtés des Russes, aux enquêtes sur l'attentat de Moscou d'octobre 2002 et ont inscrit Shamil Basaïev, sur la liste des responsables terroristes internationaux. Mais ce faisant les Etats-Unis ont fait admettre par la Russie la légitimité de leur présence sur le territoire géorgien qui leur a ensuite permis de s'engager dans un programme plus vaste de coopération militaire avec la Géorgie.

2.2 l'outil militaire

Avant cet important programme il y avait déjà eu des collaborations militaires entre Turcs et Géorgiens pour la fourniture notamment d'hélicoptères. Mais le Georgia Train and Equip Program (GTEP) est d'une toute autre ampleur dans la mesure où il s'agit dans les faits d'une aide à la reconstruction de l'armée.

221. La genèse et la mise en œuvre du programme « GTEP »

- la genèse du programme

Le programme GTEP n'a pas été conçu en tant que tel, puis budgétisé⁵⁷. Dans la foulée des attentats du 11 septembre, le Congrès américain a voté des enveloppes financières destinées à mettre en œuvre des moyens pour lutter contre le terrorisme dans l'ensemble des zones qui paraissaient devoir être stabilisées. Dans ce cadre, le Congrès a affecté à l'action en Géorgie une enveloppe de 64 millions de dollars, en chargeant le ministère de la Défense d'élaborer un programme qui corresponde à cette enveloppe. Dans un premier temps le ministère américain de la Défense a cherché à associer à sa démarche les trois grands pays européens, Allemagne, Grande-Bretagne et France. De ces trois pays seule la Grande-Bretagne a répondu présente et a mis en place un programme d'enseignement de la langue anglaise destinée aux membres du ministère et de l'Etat-major. Programme qui était à la fois préparatoire et complémentaire, du programme américain qui nécessitait un certain niveau de connaissance de la langue anglaise de la part des cadres géorgiens. Mais ce sont les militaires américains qui ont élaboré, en

⁵⁶ Washington post, 1^{er} janvier 2004.

⁵⁷ Entretien personnel avec Pierre Razoux.

fonction des moyens qui leur étaient alloués, un programme d'action pour rétablir l'autorité et la capacité d'action des forces armées géorgiennes, afin qu'elles soient en mesure de « fournir un niveau plus élevé de protection et de stabilité aux citoyens de la Géorgie et de la région »⁵⁸. En réalité le contenu du programme montre clairement qu'il s'est agi de reconstruire pratiquement un noyau efficace de l'armée géorgienne tout en conférant au ministère géorgien de la défense les outils indispensables pour être en mesure de commander ces unités et de contrôler leur action.

- le contenu et la mise en œuvre du programme

Le GTEP⁵⁹ a été mis en œuvre par le Commandement régional américain des forces en Europe (EUCOM) auquel appartient géographiquement la Géorgie. Il comprend, comme l'indique son intitulé, deux grands aspects.

Pour ce qui concerne l'équipement, l'armée américaine a modernisé et rénové pour un montant de 350 000 dollars, le centre opérationnel des forces armées implanté au cœur du ministère de la défense géorgien. Cette cellule doit permettre aux responsables militaires géorgiens de commander et de contrôler l'emploi des forces armées. Les Etats-Unis ont notamment équipé ce centre en matériel informatique. Ils ont également fourni aux unités de l'armée géorgienne qu'ils ont instruites, des équipements militaires plus fondamentaux comme des uniformes, des armes de petit calibre (pistolets et fusils), des munitions, du matériel de santé, de communication, d'instruction et de construction. Autant d'éléments fondamentaux qui attestent l'idée d'une « reconstruction » de l'outil de défense géorgien et donne une idée du niveau réel d'équipement des unités.

Le volet instruction du programme « train and equip » a compris, quant à lui plusieurs étapes. Une première phase a consisté à former l'encadrement des forces armées mais aussi des gardes frontières et des forces de sécurité du ministère de l'intérieur aux techniques américaines de planification et de conduite des opérations. Au total 40 spécialistes des forces spéciales américaines ont formé, de mai à août 2002, 200 responsables géorgiens.

Avec la deuxième phase a commencé la formation proprement dite des unités de l'armée de terre géorgienne réalisée dans un premier temps par les forces spéciales puis par des unités du corps des Marines. Il s'est agi successivement de trois bataillons : le bataillon de commandos, le 16^{ème} bataillon d'infanterie de montagne (dont l'entraînement s'est terminé le 22 mai 2003), le 113^{ème} bataillon d'infanterie légère formé du 18 juin 2003 à la fin septembre 2003 et une compagnie mécanisée.

⁵⁸ <http://www.eucom.mil/directorates/ecpa/operations/gtep/englishproducts/Articlesofinterest/20030122.htm>

⁵⁹ Voir le site officiel du GTEP : www.eucom.mil/directorates/ecpa/operations/gtep.

Les comptes-rendus américains sur cette instruction menée par environ 150 militaires américains, montrent qu'il s'est agi d'une véritable instruction de base d'une partie de l'armée de terre géorgienne bien plus qu'une simple mise à jour des connaissances. Les militaires géorgiens retenus pour ce programme ont été en premier lieu soumis à des tests de sélection physiques. Puis, alors même que ces militaires étaient expérimentés au dire de l'armée géorgienne, c'est l'ensemble de leur formation qui a été « reprise » par les instructeurs américains. Comment interpréter autrement le fait que dans le programme présenté par les Etats-Unis, les militaires géorgiens aient été formés aux techniques de combat mécanisé, aux techniques de combat de l'infanterie légère, au combat en montagne, au combat blindé et aux opérations hélicoptères et aux soins de première urgence, autant de savoir-faire élémentaires pour des unités combattantes ? A cela s'ajoute le fait que, en étant formées selon des procédures américaines, ces forces sont inter-opérables avec l'ensemble des troupes des pays de l'OTAN.

Au total ce sont donc environ 2000 hommes de l'état-major des forces armées et de l'armée de terre géorgienne, sur un total officiel de 18000⁶⁰, qui ont été formés par les militaires américains. Or, selon une expertise réalisée en 2002 par EUCOM⁶¹, le commandement américain régional pour l'Europe, il n'y aurait plus, en réalité, dans l'armée géorgienne, que 7000 combattants (gardes-frontières et troupes du ministère de l'intérieur incluses). C'est donc près d'un tiers du total des forces réelles de la Géorgie qui sont passées par le programme américain de reconstitution de l'armée. En outre, dans le cadre de la coopération militaire avec la Géorgie, la sixième flotte et la Garde côtière américaine se sont également rendues sur place pour des exercices en commun. Mais le GTEP a aussi eu des conséquences que son mode spécifique de mise en place n'avait peut-être pas permis de totalement appréhender.

222. Quel avenir pour le programme d'aide des Etats-Unis à l'armée géorgienne ?

Même si le programme « train and equip » est prévu de prendre fin en mai 2004, il est peu probable que les Etats-Unis se désengageront d'un tel soutien à l'armée géorgienne car non seulement ils peuvent tirer des bénéfices indirects de leur action, mais en outre ils ont contribué à créer une dépendance telle de l'armée géorgienne à leur égard, que leur retrait pourrait avoir des conséquences graves sur la stabilité du pays.

Les « externalités positives » du programme « Train and equip ».

Même si le programme Train and equip a pour seul but de permettre aux forces géorgiennes de lutter efficacement contre le terrorisme, ces forces ont aussi œuvré dans le sens d'autres intérêts américains.

⁶⁰ L'état du monde 2004, édition La découverte.

⁶¹ TTU Europe, N° 411, 6 juin 2002.

- Le soutien au renversement de Chevardnadze ?

Il est encore très difficile de mesurer exactement quel rôle exact ont joué les forces formées par les Etats-Unis dans le processus de renversement du régime d'Edouard Chevardnadze après les élections législatives contestées de novembre 2003, mais il est indubitable que l'armée géorgienne dans son ensemble, en déclarant dès le début des troubles qu'elle n'interviendrait pas dans le conflit, a encouragé les mouvements de protestation. Ce qui pour l'heure est certain est que, aux premières heures des manifestations autour du Parlement, les forces formées par les Etats-Unis ont été rappelées des gorges du Pankissi⁶². En outre, au moment où les manifestants se sont dirigés vers le Parlement, les forces armées n'ont opposé aucune résistance. Leur neutralité a incontestablement conduit à la victoire de Saakachvili.

- Le soutien à l'action américaine en Irak

Une partie des soldats géorgiens formés par les Etats-Unis sont aussi engagés en Irak aux côtés des soldats américains. En janvier 2004, la Géorgie a envoyé en Irak 70 soldats des forces spéciales, des médecins et des soldats du génie civil qui servent sous commandement américain à Tikrit, le fief de l'ancien dictateur irakien Saddam Hussein. 300 autres soldats géorgiens les ont rejoints en février 2004⁶³.

Le difficile abandon d'un soutien à l'armée géorgienne

Le mode particulier de mise en place du programme « Train and equip » décrit plus haut peut laisser penser que les Etats-Unis n'avaient pas envisagé toutes les conséquences de leur action auprès des forces géorgiennes. Or ce programme a contribué à créer une sorte de dépendance à leur égard, rendant leur retrait très difficile.

En premier lieu, les matériels fournis à l'armée géorgienne appellent un niveau minimum de maintenance régulière que seuls les Etats-Unis sont en mesure de réaliser. Mais surtout, Ces derniers ont contribué par leur action, à l'émergence de « deux armées » dont la rivalité est indéniable. En effet, assez paradoxalement, alors que la cohésion est une donnée fondamentale de l'efficacité militaire, une des conséquences majeures du programme « train and equip » a été l'émergence de « deux armées » au sein de l'ensemble des forces géorgiennes, avec d'un côté les forces passées par le programme GTEP, et par conséquent formées, entraînées, équipées et payées, et de l'autre les forces traditionnelles géorgiennes, en quelque sorte laissées pour compte. Parmi les nombreux éléments qui distinguent ces deux composantes, la tenue vestimentaire n'est d'ailleurs pas un détail sans importance étant donné le rôle identificateur de l'uniforme. Mais surtout, le fait que les Etats-Unis soient allés, pour éviter les détournements de fonds, jusqu'à rémunérer directement en dollars les militaires des bataillons qu'ils ont formés, a consacré une césure importante entre les deux « armées ». Le

⁶² Le Monde Diplomatique, 28 novembre 2003

⁶³ le Nouvel Observateur, 16 janvier 2004

niveau et la garantie de cette rémunération suscitant la jalousie et l'incompréhension des autres militaires⁶⁴. Dans de telles circonstances, tout retrait américain, avant que l'Etat et l'économie géorgienne ne se soient relevés, entraînerait une possible crise ouverte entre ces deux composantes, mais surtout une brutale chute de revenu des militaires habitués jusque là à un niveau de vie supérieur à la moyenne géorgienne. Ceci ne serait pas sans conséquence pour la stabilité de l'outil militaire et donc du pays en général.

C'est sans doute parce qu'ils ont compris à la fois les bénéfices de leur aide et les conséquences de leur retrait prématuré que les Etats-Unis ont envisagé deux continuités possibles à leur programme. Une solution pourrait être qu'une société privée américaine prenne la relève des militaires américains pour poursuivre l'entraînement des militaires géorgiens et guider les opérations antiterroristes depuis Tbilissi⁶⁵. De telles sociétés privées employant d'anciens militaires, opèrent déjà en Europe centrale par exemple et fournissent aux forces armées une assistance militaire identique à celle fournie par les militaires eux-mêmes avec parfois des effectifs très supérieurs aux 200 militaires américains actuellement déployés en Géorgie. Mais lors du voyage du président Saakachvili à Washington en février 2004, la presse américaine et géorgienne se sont faites l'écho du projet de prolonger le programme GTEP en mettant en place un nouveau cycle d'équipement et d'instruction destiné à d'autres unités de l'armée géorgienne. Après un entretien avec le secrétaire adjoint à la défense Paul Wolfowitz, le président Saakachvili déclarait⁶⁶ « Nous avons obtenu la promesse des Américains qu'un nouveau programme commencerait en avril (2004) et qu'il durerait pendant 5 ans avec pour résultat la création d'une brigade de type américain, structurée selon les standards américains et constituée de 5000 hommes ». Toujours selon le président géorgien, cette brigade serait déployée dans l'est de la Géorgie. Ce nouveau programme ferait que la presque totalité officielle de l'armée de terre (8600 hommes) serait passée par le « reformatage » américain. Si l'on se fonde sur les chiffres réels de forces disponibles, ce seraient même l'ensemble des troupes encore mobilisées qui seraient remises en état de combattre. En tout état de cause, il semble peu vraisemblable que les Etats-Unis rompent le cordon ombilical qui les lie directement à l'armée géorgienne avant que l'Etat géorgien ne puisse en prendre totalement la charge et le contrôle, sans quoi ce seraient tous leurs efforts pour stabiliser la région qui seraient remis en cause, y compris leurs efforts politiques qui se sont pourtant traduits par un changement de régime important.

⁶⁴ Un militaire du rang participant au programme GTEP perçoit une rémunération supérieure à celle d'un colonel des troupes géorgiennes « classiques ». Ceci est mal vécu par les officiers non intégrés au programme. Entretien personnel avec un cadre de l'armée géorgienne.

⁶⁵ Washington post, 1^{er} janvier 2004.

⁶⁶, Alex van Oss, Saakachvili cherche à s'assurer d'un engagement à long terme des Etats-Unis en faveur du processus de démocratisation de la Géorgie, Eurasianet, 25 février 2004, cité par <http://www.georgiaemb.org>

2.3 l'outil politique

C'est dans l'objectif de retour à l'état de droit et de soutien à la démocratie que l'outil politique a été le plus utilisé. Par outil politique, nous entendons ici tous les moyens directs ou indirects mis en œuvre par les Etats-Unis pour favoriser le retour à la démocratie en Géorgie par le biais, notamment du changement de régime. Cette action a pris des formes diverses très liées à la nature même des acteurs engagés dans l'effort de transformation politique. On constate en effet qu'à côté de l'action officielle des pouvoirs publics américains, tout un ensemble d'acteurs politiques périphériques, voire privés, sont aussi intervenus de manière non négligeable dans ce processus.

231. Le rôle des « acteurs périphériques » américains dans le soutien à la transition politique

Parmi ces acteurs politiques périphériques on doit distinguer les organisations non gouvernementales (ONG) et les « think tanks ». Ces deux types d'acteurs ont d'ailleurs eu à la fois des modes d'action et des objectifs différents.

Les « think tanks » sont intervenus en amont du processus électoral. En manifestant un très fort intérêt sur la façon dont allait se dérouler le scrutin législatif de novembre 2003, ils ont en quelque sorte renforcé la légitimité des revendications des opposants qui dénonçaient les dérives non démocratiques du régime et par la même, ils ont mobilisé et légitimé l'opposition qui allait être l'acteur de la Révolution. Leur rôle ne saurait donc être négligé. Un « think tank » a été particulièrement actif. Il s'agit du National Democratic Institute for International Affairs, proche du parti démocrate⁶⁷, qui préparait depuis de nombreuses années l'après Chevardnadze. Des membres prestigieux de cet institut se sont rendus en Géorgie dans le courant de l'année 2003 pour défendre la transparence du futur processus électoral. Ce fut notamment le cas de l'ancien secrétaire d'Etat James Baker en juillet 2003, de l'ancien sous secrétaire d'Etat Straub Talbot en octobre 2003 et de l'ancien Commandant suprême allié de l'OTAN en Europe, John Shalikashvili,

Washington a aussi apporté son soutien aux ONG. Ces dernières ont plutôt joué un rôle de soutien matériel à l'opposition tant dans sa mobilisation pré-électorale (aide à l'expression des partis d'opposition) que dans le déroulement de la révolution elle-même (sondages de sortie des urnes, dénonciation des fraudes). Or les révolutionnaires qui, pour appeler au départ de Chevardnadze, ont critiqué le résultat des élections, se sont appuyés sur le travail de ces ONG. L'une d'entre elles a été particulièrement active. Il s'agit de l'Open Society Institute, financée par le milliardaire américain George Soros⁶⁸. Sans aller jusqu'aux accusations, difficiles à vérifier, selon lesquelles une partie des manifestants qui ont réclamé le départ d'Edouard Chevardnadze ont été, pour cela, payés par des collaborateurs de George Soros, il

⁶⁷ Ce qui atteste de l'unanimité américaine sur la politique à mener en Géorgie

⁶⁸ Charles King, A Rose Among Thorns, Foreign Affairs, volume 83, n°2, mars/avril 2004.

est clair que la fondation qu'il a créée en Géorgie a joué un rôle fondamental dans le changement de régime. Ainsi, l'une des têtes pensantes de la « Révolution des roses », Kakha Lomaïa, est le représentant de la fondation Soros en Géorgie. C'est cet ancien universitaire anglophone qui a accusé publiquement (par le canal de la télévision d'opposition Roustavi-2) Edouard Chevardnadze de « trahison » au lendemain des élections législatives truquées du 2 novembre 2003. Ce sont ces accusations qui ont conduit aux manifestations décisives pour l'issue du régime puisque c'est à leurs tête que Mikhaïl Saakachvili a pénétré dans le Parlement de Tbilissi et a forcé Edouard Chevardnadze à présenter sa démission. .

En outre le soutien de la fondation Soros à une partie des médias a aussi joué un très grand rôle dans le succès du processus révolutionnaire⁶⁹. En particulier la télévision Roustavi-2, chaîne fondée en 1994 avec le soutien de George Soros, a été très active en sensibilisant la population géorgienne aux discours et aux appels à manifestation des trois leaders opposés à Chevardnadze : Saakachvili, Jvania et Bourjanadze. Autre signe de son implication, elle a diffusé à deux reprises, lors des manifestations, un film documentaire sur la chute de Slobodan Milosevic en Serbie. Son directeur, Erosi Kitsmarishvili, qui est aussi le directeur du quotidien « 24 heures » et du fournisseur d'accès Internet Georgiaonline, a reconnu début décembre 2003, lors d'une interview accordée à l'agence de presse Itar-Tass, que la « chaîne avait délibérément répercuté un point de vue antigouvernemental pour changer le système (...). Nous avons couvert les manifestations de Tbilissi sous un angle subjectif », même s'il démentait l'information selon laquelle la chaîne dépendrait financièrement des nouvelles autorités. Cette orientation très favorable à l'opposition puis au nouveau pouvoir en place à Tbilissi a d'ailleurs valu à la chaîne quelques attaques en règle. Avant les élections de novembre 2003 ses locaux ont subi à plusieurs reprises des descentes de police accompagnées de menaces de fermeture, et le 29 décembre 2003, ses locaux ont été endommagés par une attaque à la grenade. Mais la chaîne a toujours pu résister aux tentatives d'intimidation. D'ailleurs, avec l'arrivée au pouvoir de l'équipe Saakachvili et le ralliement à sa cause des médias officiels, force est de constater que le nouveau régime bénéficie d'un monopole évident de l'information, d'autant que la chaîne Roustavi-2 vient de se voir attribuer, le 23 janvier 2004, par la Commission nationale de régulation des communications une fréquence nationale couvrant la quasi-totalité du territoire géorgien.

C'est donc tout un ensemble d'acteurs américains non officiels qui se sont impliqués dans le soutien au processus électoral et qui l'ont placé sous une surveillance telle que la fraude qui a effectivement eu lieu a très vite été dénoncée et exploitée par les opposants au régime. A ces formes d'action non officielles, s'ajoutent des formes plus officielles d'action en faveur de la transition démocratique.

⁶⁹ Cécilia Chauffour, Médias audiovisuels : qui détient le 4^{ème} pouvoir en Géorgie ?, www.regard-est.com/Revue/Numero35/Audiovisuel.htm, janvier-mars 2004.

232. les formes officielles de soutien à la transition démocratique

Une nouvelle élite très liée à l'Occident et aux Etats-Unis.

Même s'ils sont à la limite entre l'officiel et le non officiel, il est clair qu'il existe des liens privilégiés entre les nouveaux dirigeants géorgiens et les autorités américaines⁷⁰. Ces derniers ont, pour l'essentiel, été formés aux Etats-Unis. Le président Saakashvili, auteur de la « révolution des roses » et qui a été élu le 4 janvier 2004 avec près 96,27%⁷¹ des voix, a effectué une grande partie de ses études en Occident. Après des études de droit à Kiev, il a étudié à Strasbourg à l'Institut international des Droits de l'homme, où il a rencontré sa future épouse, Sandra Roelofs, Néerlandaise. Puis il est parti aux Etats-Unis où il a étudié une année à Columbia (New York) en 1994, puis une année à Georgetown (Washington) en 1995. Il y a exercé la profession d'avocat. La présidente du parlement, Nino Bourdjanadze, a également fait ses études aux Etats-Unis.

Dans un tel contexte il est intéressant d'essayer d'analyser l'autre aspect marquant de ce nouveau gouvernement qui est la nomination de l'ambassadeur de France en Géorgie, madame Salome Zourabishvili⁷², au poste de ministre géorgien des affaires étrangères. Cette nomination a eu lieu dans le cadre d'un accord entre le nouveau président géorgien et le président de la République française, mais il est difficile de penser que les Etats-Unis, en raison de l'engagement que nous avons décrit, n'ont pas été associés à cette nomination. En réalité cette dernière, très inhabituelle dans l'histoire de la diplomatie, peut être interprétée de deux manières très différentes. Elle peut certes être interprétée comme une victoire de la diplomatie française et européenne puisqu'elle facilitera l'ancrage de la Géorgie à l'Union européenne. Mais pour autant ce n'est pas forcément une défaite de la diplomatie américaine, et ce pour deux raisons. D'abord, comme nous l'avons vu, les Etats-Unis sont très favorables à cet ancrage qui est pour eux une garantie de stabilité. D'autre part, c'est aussi une façon pour les Etats-Unis de limiter dans une assez large mesure la capacité de l'Europe à critiquer les orientations de la diplomatie géorgienne qui devraient être très favorables aux intérêts américains. Le maintien ou le retrait des troupes géorgiennes engagées en Irak sera, de ce point de vue, un excellent test de la marge de manœuvre française et européenne en Géorgie.

Enfin il convient d'ajouter une autre forme plus classique de soutien à la transition politique qui est l'aide économique.

⁷⁰ Déclaration de Nino Boudjanadze, alors présidente par intérim, lors du onzième congrès de l'OSCE, www.courrierinternational.com/numeros/684

⁷¹ AFP/VNA, 16 janvier 2004

⁷² Madame Salomé Zourabichvili, diplomate française de carrière, est d'origine géorgienne.

L'aide économique

Les Etats-Unis ont fourni 1,3 milliards de dollars d'aide à la Géorgie depuis la chute de l'Union soviétique. Parmi tous les pays issus de cette dernière, la Géorgie est le principal bénéficiaire de l'aide américaine. La « révolution des Roses » est analysée par nombre d'analystes comme le fruit de cet « investissement »⁷³, ce qui encourage les Etats-Unis à poursuivre leurs efforts dans le même sens. Dès avant les élections, à l'été 2003, ils avaient utilisé leur aide économique comme une arme en annonçant qu'en cas de fraude électorale, leur aide annuelle à la Géorgie de près de 100 millions de dollars, ainsi que l'aide militaire seraient diminuées⁷⁴. Après les élections cette aide a, en revanche, été fortement augmentée. Les Etats-Unis ont annoncé après l'élection une aide exceptionnelle de 166 millions de dollars pour l'année fiscale 2004⁷⁵. Cette aide a été portée à 200 millions de dollars après la visite du président Saakachvili à Washington en février 2004⁷⁶. Or elle est essentielle pour la survie du pays. L'économie géorgienne est plombée par une dette évaluée à 1,8 milliards de dollars en 2003. La moitié des Géorgiens vivent avec moins de 4,15 dollars par jour, c'est à dire en dessous du seuil de pauvreté, et les caisses de l'Etat sont vides dans un pays où l'économie parallèle représente entre 60 et 70% de l'activité⁷⁷.

Quelques jours avant l'élection présidentielle de janvier, les Etats-Unis ont en outre annoncé l'octroi d'une aide exceptionnelle de 21 millions de dollars pour payer les frais de chauffage, les retraites et les salaires durant l'hiver 2004⁷⁸.

L'analyse des moyens mis en œuvre par les Etats-Unis pour assurer la réalisation de leurs objectifs en Géorgie permet de conclure qu'ils correspondent finalement assez mal à la critique qu'adressent nombre d'analystes à l'encontre des Etats-Unis à la seule lecture des événements irakiens⁷⁹. Selon cette critique, depuis les attentats du 11 septembre, les Etats-Unis mèneraient une politique étrangère purement unilatéraliste, guidée par la défense aveugle de leurs intérêts et fondée sur leur seule puissance militaire. Selon eux, c'est cette forme de politique, fondée sur le seul « hard power », qui expliquerait l'échec des Etats-Unis en Irak. Si ce dernier élément n'appelle pas de commentaire, en revanche, l'examen de la politique américaine en Géorgie infirme totalement l'idée selon laquelle les Etats-Unis ont renoncé à fonder leur action internationale sur le « soft power », c'est à dire sur leur capacité

⁷³ Charles King, A Rose Among Thorns, Foreign Affairs, Volume 83, n°2, mars/avril 2004.

⁷⁴ Le Monde Diplomatique, 28 novembre 2003

⁷⁵ Washington Post, 25 janvier 2004

⁷⁶ <http://www.georgiaemb.org>, 25 février 2004.

⁷⁷ Elizabeth Piper, www.libération.fr, 4 janvier 2004

⁷⁸ The Times, 31 décembre 2003

⁷⁹ Joseph Nye, U.S. power and strategy after Iraq, Foreign Affairs, 1er juillet 2003, www.ksg.harvard.edu/news/peds/2003/nye_usiraq_foraffairs_070103.htm

d'influence politique, culturelle, juridique, et sur le multilatéralisme. En Géorgie, les Etats-Unis usent largement du multilatéralisme qu'offrent des structures comme l'OSCE. Ils exploitent aussi des organisations régionales auxquelles ils ne sont d'ailleurs pas eux-mêmes partie comme L'Union européenne ou le GUUAM. Leur diplomatie avec la Russie se montre extrêmement manœuvrière et subtile, comme en témoigne l'habile exploitation qu'ils ont faite du thème de la lutte contre le terrorisme. En matière militaire cette analyse se révèle encore plus pertinente dans la mesure où, face à une présence militaire russe de type classique (déploiement de forces dans des bases militaires) et face à une menace (cette fois avérée) de prolifération et de soutien au terrorisme international, les Etats-Unis n'ont pas du tout opposé une dissolution des forces armées géorgiennes⁸⁰ et le déploiement massif de leur force militaire. Leur réaction a consisté en une présence militaire restreinte dont le but unique est de reconstituer les forces militaires géorgiennes selon les normes américaines et « otaniennes », et qui vise surtout à s'assurer de l'attachement de ces forces aux intérêts politiques et stratégiques américains. Que dire enfin de l'ensemble des moyens utilisés par les Etats-Unis pour influencer l'évolution politique de la Géorgie : formation des élites dans les universités américaines, soutien aux médias d'opposition, aide économique, etc. La politique américaine en Géorgie est donc une parfaite illustration de mise en œuvre avec succès du « soft power » américain, elle apparaît de ce fait comme une sorte d'alternative à la politique menée en Irak, avec des résultats d'ailleurs très positifs.

⁸⁰ Méthode appliquée en Irak avec les conséquences dramatiques sur lesquelles tous les analystes s'accordent aujourd'hui.

Conclusion

La politique américaine en Géorgie s'inscrit donc à la fois en rupture et en continuité par rapport à la politique étrangère américaine globale.

Dans leurs visées, il est clair, que les Etats-Unis poursuivent en premier lieu en Géorgie, comme ailleurs, leur but général de lutte contre le terrorisme, la prolifération, l'instabilité politique et les trafics. Dans ce cadre ils n'entendent pas laisser le champ libre à la Russie, plutôt porteuse à leurs yeux d'instabilité et d'insécurité. La Géorgie constitue même de ce point de vue un espace clef de leur politique de double « containment » face à la Russie et face à la menace terroriste. Le pétrole n'est dans ce contexte qu'un élément parmi d'autres de leur jeu stratégique mais il n'est en aucune façon l'élément primordial qui guide leur action.

Par les moyens mis en oeuvre pour atteindre ces objectifs, la politique américaine en Géorgie s'inscrit en revanche en rupture par rapport à la politique menée ailleurs dans le monde et particulièrement en Irak. C'est une politique qui repose pour l'essentiel sur le « soft power », c'est à dire sur le pouvoir d'influence. En matière diplomatique les Etats-Unis combinent efficacement les avantages de toutes les formes de multilatéralisme régional, qu'il soit à dominante militaire, politique ou économique, avec un dialogue subtil avec la Russie. En matière militaire, ils opposent au jeu classique de la présence militaire russe un processus de recomposition à leur main de l'outil militaire géorgien en intervenant avec des effectifs limités agissant précisément aux points clefs de l'appareil de défense de ce pays. Enfin ils bénéficient aujourd'hui d'un investissement de long terme dans la formation des élites et de l'opinion publique géorgiennes. Tous ces éléments et les succès que les Etats-Unis ont obtenus en Géorgie, font paradoxalement d'eux, les champions du soft power !

De sorte que la politique américaine en Géorgie amène à relativiser le jugement global que l'on peut porter sur la politique américaine à la seule lumière de leur intervention en Irak. Mais surtout elle conduit à relativiser encore davantage la pertinence et la validité des choix américains vis à vis de ce pays. Pourquoi les Etats-Unis sont-ils capables de mener une politique efficace, essentiellement fondée sur le soft power, en Géorgie ; et pourquoi se sont-ils privés d'une telle politique en Irak, avec les conséquences négatives que l'on pressent dès aujourd'hui ?

Annexe 1

Tableau des réserves de pétrole et de gaz de la région Caspienne

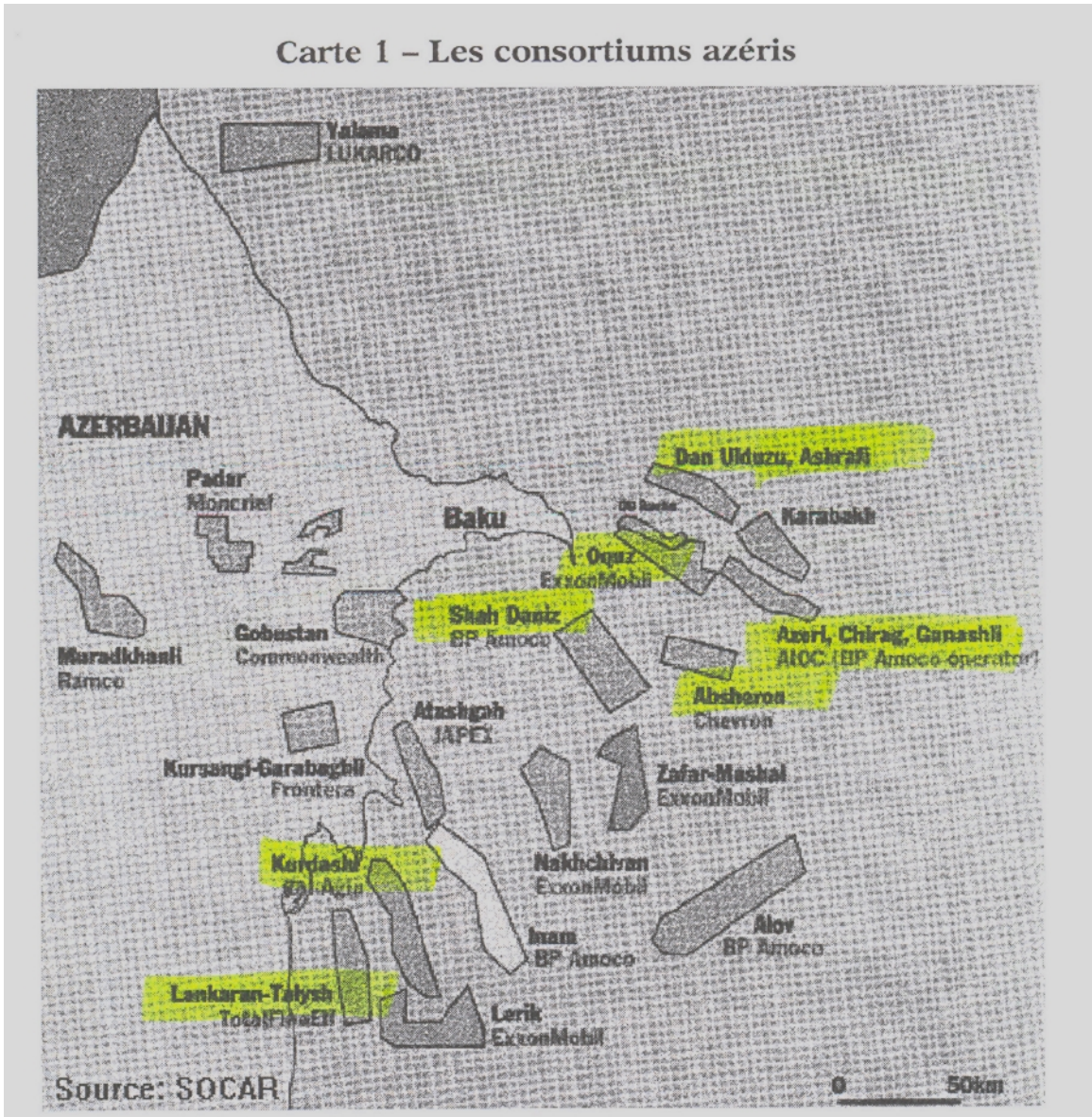
Source : Cahiers de Chaillot, n° 65, décembre 2003, p104.

Réserves de pétrole et de gaz de la région Caspienne		
Pays	PETROLE	GAZ
	milliards de barils	Tcf (trillion cubic feet)
Kazakhstan	27,6	58,3
Turkménistan	2,1	73,3
Azerbaïdjan	6,7	10,7
Russie (Caspienne)	0,6	0,3
Iran (Caspienne)	0,0	0,0
Total	36,9	142,3

Source : Wood Mackenzie, Edinburgh, évaluation d'avril 2003.

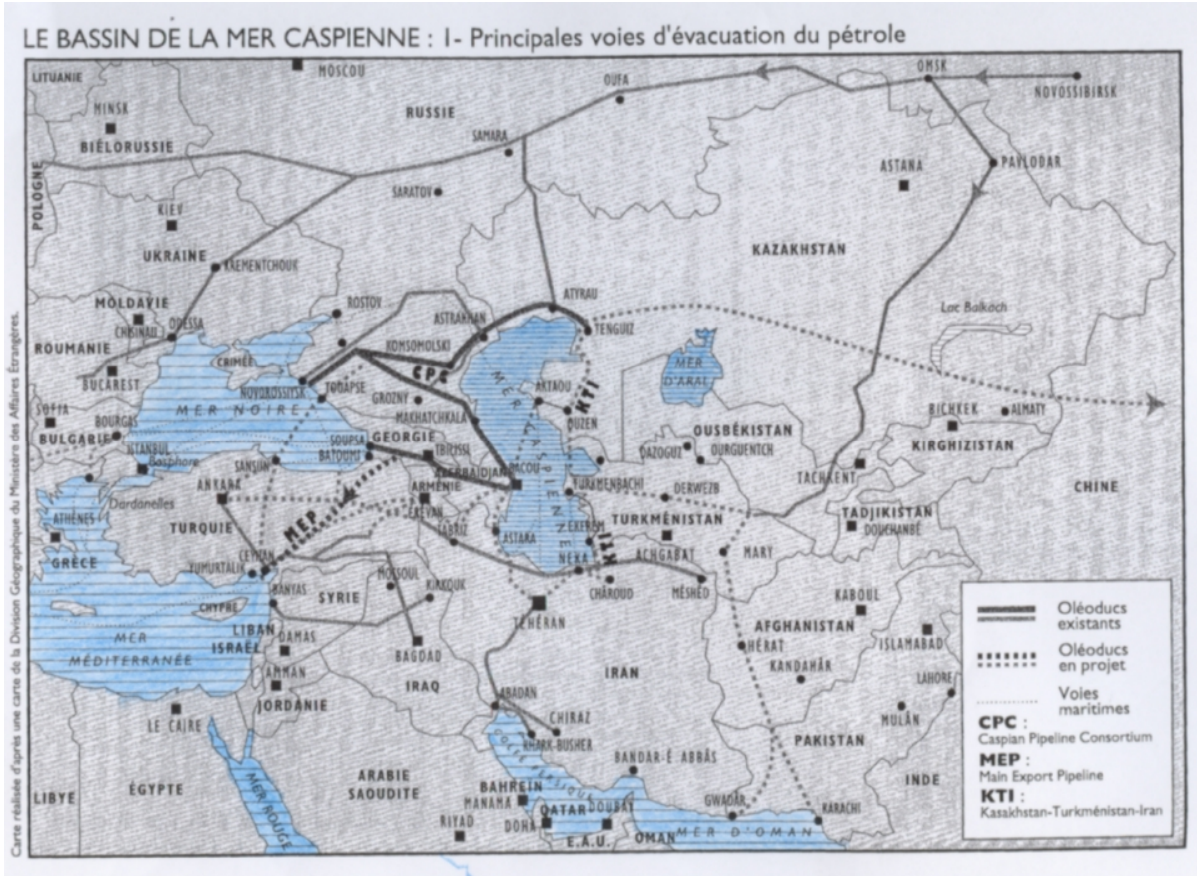
Carte des gisements pétroliers azéris
Source : revue Géoéconomie, n° 28, hiver 2003-2004, p88

Carte 1 – Les consortiums azéris



Annexe 3

Carte des oléoducs d'évacuation du pétrole de la mer Caspienne
Source : Pierre Biarnès, Pour l'empire du monde, ed. Ellipses, 2003



Annexe 4

Extrait de Rue du prolétaire rouge, deux communistes français en URSS, de Nina et Jean Kéhayan, Ed Seuil, 1978, pages 134 –137

Depuis Erevan, au volant d'une voiture de location, nous avons fait une incursion jusqu'à Tbilissi, capitale de la Géorgie, terre cousine et rivale de l'Arménie. (...).

Ici vous n'êtes plus en Union soviétique, vous pouvez oublier un moment la rigueur qui unit en un chapelet monotone toutes les grandes villes de province.

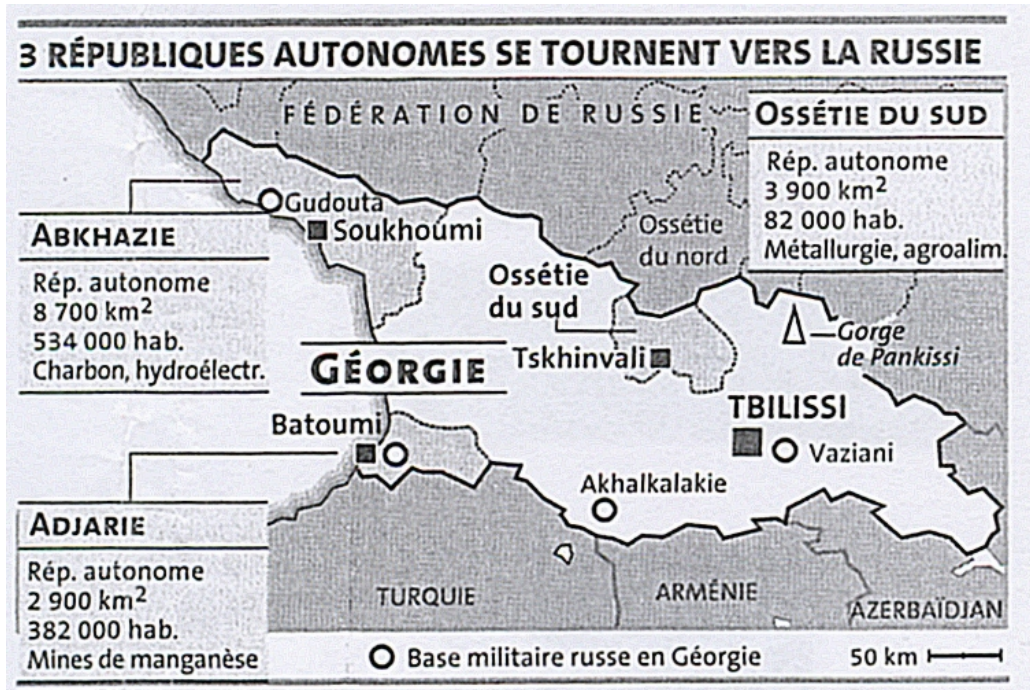
L'animation, d'abord ; elle règne dans les rues, aux abords des restaurants ; s'intensifie dans le quartier du marché central ; les couleurs, alors ; le vert des poivrons, de la menthe, du basilic, le violet des aubergines bien astiquées - tous légumes exotiques à Moscou - se mêlent aux odeurs orientales diffusées par les marchands d'épices ; les somptueux platanes de l'avenue centrale, l'importance de la circulation due au nombre exceptionnel de voitures particulières, la présence d'un métro, la quantité de magasins artisanaux, alliant avec bonheur le traditionnel et le moderne, tout confère à la ville un cachet qui ne trompe pas sur l'amour que lui portent ses habitants.

Des Russes nous avaient prévenus : en Géorgie, tout le monde est riche. Postulat difficilement admissible pour nos esprits manichéens, qui ne peuvent concevoir l'existence de riches sans son corollaire, les pauvres. Notion bien relative... Après avoir connu la frugalité des magasins russes, la richesse des Géorgiens nous apparut vite dans une image étonnante : un paysan vendant ses pastèques, placidement assis en tailleur sur une montagne de trois ou quatre mètres de ces fruits énormes et juteux à souhait.

Ici, la terre est très fertile et la tradition du jardin individuel a conservé tous ses droits. Revendus à Moscou, ces produits constituent une source de revenus appréciables, qui permet à leurs bénéficiaires d'améliorer leur niveau de vie, en acquérant au prix fort, auprès d'étrangers ou de soviétiques en poste à l'extérieur, toutes sortes de denrées rares, et d'avoir le parc automobile le mieux fourni du pays. Cette richesse, disons même cette opulence, est à tel point la marque des Géorgiens que Jean, remplissant un jour son chariot dans un supermarché de quartier, à Moscou, s'est entendu traiter de Géorgien par la caissière ; sans doute était-elle peu habituée à voir ses clients acheter en stock pâtes ou boîtes de conserves en raison du nombre encore réduit de voitures particulières, peut-être aussi en raison d'un rapport à la consommation encore bien faible.

Cette épithète dans le langage d'un Russe est lourde de sens : être Géorgien, c'est être riche, vivre mieux et plus facilement alors que « c'est nous qui avons fait la Révolution, nous qui avons construit le pays, nous qui nous sommes sacrifiés pour les autres ». Il est vrai que la Géorgie, elle non plus, ne cache pas son mépris pour les Russes dont elle attribue les difficultés matérielles à un manque total d'imagination. Mieux soudés entre eux que leurs voisins d'Arménie, ses habitants donnent l'impression de se démarquer davantage encore des Russes. Mais parce qu'ils ont, eux aussi, leurs grands révolutionnaires, c'est plus un air d'autonomie que de refus du socialisme qui souffle dans leurs propos. D'ailleurs n'ont-ils pas donné à l'Union soviétique le « grand sauveur » de la dernière guerre, Staline, dont nous avons eu la surprise de voir le portrait affiché bien en évidence dans divers lieux très passants, magasins, kiosques à journaux, stations service, et dont la statue orne encore la façade de l'opéra, avenue Roustavéli, la plus animée de la cité.

Dans ce mépris des peuples du Caucase pour les « frères » russes couve aussi le sentiment d'être issu d'une civilisation plus ancienne, plus raffinée, mieux polie. Ainsi le rite du toast provient de Géorgie ».

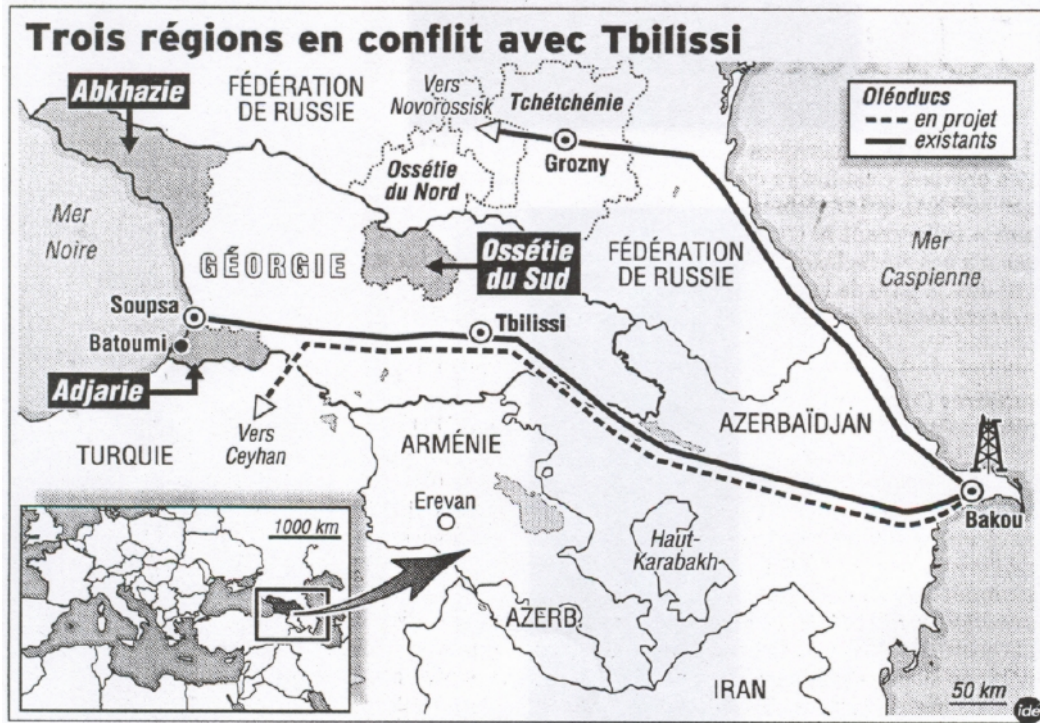


Le Monde 23 novembre 2004

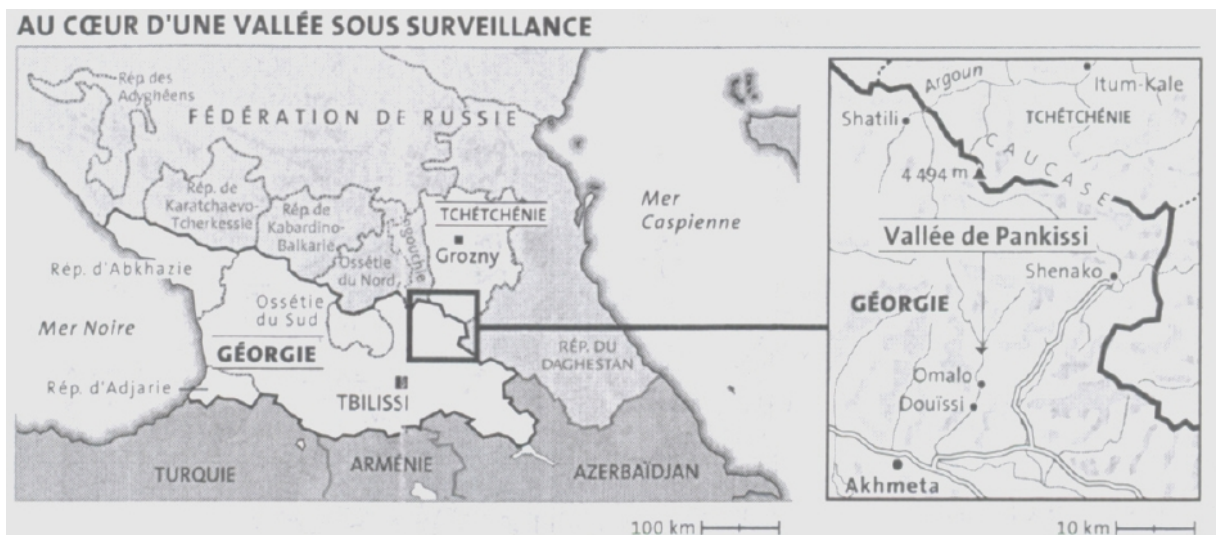


Courrier international 8-14 janvier 2004

Cartes de la Géorgie

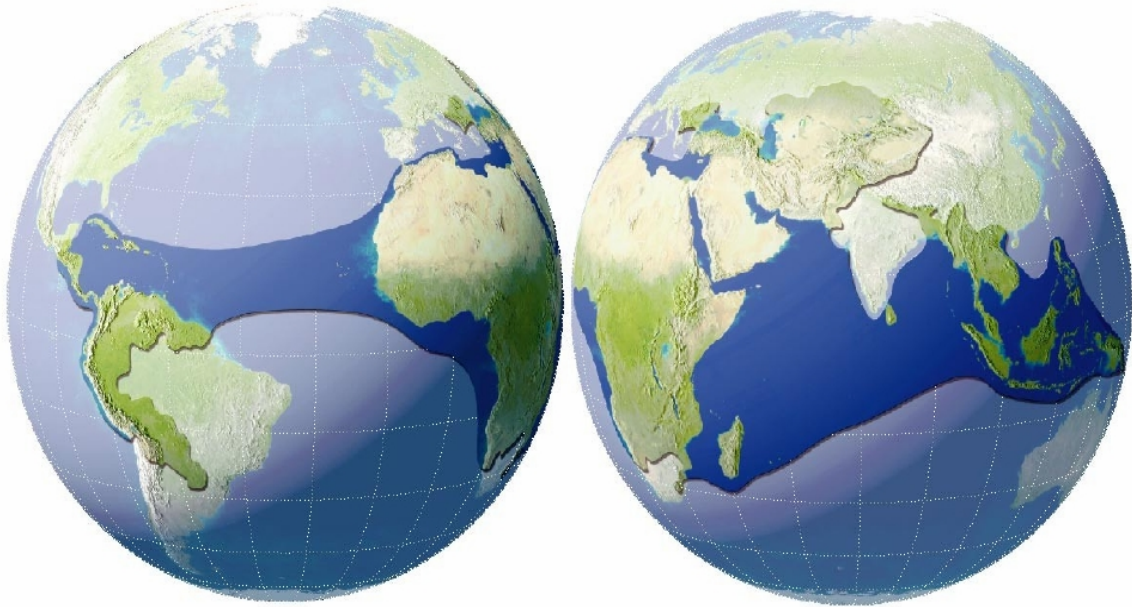


Le Figaro 27 novembre 2003



Le Monde 24/25 février 2002

Annexe 6
Illustration de la théorie de Thomas Barnett



DISCONNECTEDNESS DEFINES DANGER Problem areas requiring American attention (outlined) are, in the author's analysis, called the Gap. Shrinking the Gap is possible only by stopping the ability of terrorist networks to access the Core via the "seam states" that lie along the Gap's bloody boundaries. In this war on terrorism, the U.S. will place a special emphasis on cooperation with these states. What are the classic seam states? Mexico, Brazil, South Africa, Morocco, Algeria, Greece, Turkey, Pakistan, Thailand, Malaysia, the Phillipines, Indonesia.

Source: www.nwc.navy.mil/newrulesets/thepentagonsnewmap.htm

Bibliographie sommaire

Livres

Jean-Marc Balencie et Arnaud de la Grange (dir.), Mondes rebelles ; guerres civiles et violences politiques, Michalon, Paris, 1999.

Pierre Biarnès, Pour l'empire du monde, Ellipses, 2002

Yann Bréault, Pierre Jolicoeur, Jacques Lévesque, La Russie et son ex-empire, reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique, Presses de Sciences-po, Paris, 2003

S.N. Gougouchvili et D.O. Zourabichvili, La Géorgie, PUF, collection Que sais-je ?, 1983

Alexandre Manvelichvili, Histoire de Géorgie, Nouvelles éditions de la Toison d'or, 1951

Boris Nolde, La formation de l'empire russe, Institut d'études slaves, Paris, 1953, tome 2

L'état du monde 2004, édition La découverte

Revue

Cahiers de Chaillot, n° 54 (septembre 2002) et n° 65 (décembre 2003)

Foreign Affairs, volume 83, n°2, mars/avril 2004

Géoéconomie, n°28, hiver 2003-2004

Géopolitique, n°79, juillet-septembre 2002

Hérodote, n° 54-55, juillet-décembre 1989

Le courrier des pays de l'Est, n°1041, janvier-février 2004

Politique étrangère, n° 1/2001 et 1/2004

Politique internationale, n°95, 2002

Défense, n°92, mars 2001

Sites Internet

<http://www.georgiaemb.org>

www.eucom.mil/directorate/ecpa/operations/gtep

www.regard-est.com